



RAPPORT DE MONITORING

LA VISIBILITE DES CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE DANS LES MEDIAS PUBLICS MALGACHES

(Période d'analyse : Campagne électorale du premier tour de la présidentielle 2018)

En partenariat avec



Ce projet est financé par l'Union européenne

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
PRESENTATION DE L'ANALYSE.....	3
I. LES EMISSIONS DE DEBAT DANS LES MEDIAS PUBLICS.....	4
A. L'échantillon d'analyse :.....	4
B. La participation des candidats	5
C. La posture des journalistes	7
1 - Emission de débat en différé.....	7
2. Emission de débat en direct.....	7
D – Dialogue vs Débat.....	9
1 - Emission de débat en différé.....	9
2 - Emission de débat en direct.....	9
E – La pertinence des questions	10
1 - Emission de débat en différé.....	10
2 - Emission de débat en direct.....	11
F – L'aspect sensible aux genres.....	11
G. La qualité des discours des candidats.....	12
1 – Les raisons du discours.....	12
2 – Le contenu des discours.....	14
II. LES SPOTS DE PROPAGANDE POLITIQUE.....	54
A. L'échantillon d'analyse :.....	54
B. Le résultat de l'analyse.....	56
1- Sur TVM.....	56
2- Sur RNM	59

INTRODUCTION

Le « Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar » ou PEV Madagascar comporte un volet « monitoring des médias », qui effectue des analyses des médias en vue d'appuyer les actions de prévention de conflits. Ce projet financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en partenariat avec les organisations de la société civile malgache, en l'occurrence le Comité national d'observation des élections (KMF-CNOE), Liberty 32, la Coalition des radios pour la consolidation de la paix, et l'Association des universitaires pour la promotion du genre (AUPROG).

L'analyse des médias est appliquée dans ce projet, dans le but de fournir aux professionnels des médias des instruments destinés à la promotion de l'autorégulation, et de donner aux acteurs impliqués dans la prévention et la résolution des conflits potentiels liés aux élections dans le pays, un outil d'aide aux décisions.

PRESENTATION DE L'ANALYSE

Le présent « Rapport de monitoring sur la visibilité des candidats dans les médias publics de Madagascar durant le premier tour de l'élection présidentielle de 2018 » analyse le contenu des émissions de débats diffusés dans les espaces gratuits ; et analyse les discours des candidats au cours de ce type d'émission où ils ont la possibilité de partager/défendre leurs idées/programmes. Cette étude comporte également une analyse des spots de propagande qui ont été diffusés sur les chaînes de station et de radio publiques de Madagascar.

Pour rappel, les émissions de débats et les spots de propagande politique dans les médias publics ont été créés pour répondre à une obligation légale contenue dans l'article 111 de la loi 2018-008 portant régime général des élections et des référendums à Madagascar, qui dispose que « les temps de parole et les temps d'antenne accordés par les services de radiodiffusion et de télévision publics aux candidats, aux listes de candidats ou aux options et à leurs soutiens soient égaux, dans des conditions de programmation comparables ». Ainsi, une égalité du temps de parole accordé aux candidats lors de ces débats doit être observée par les médias publics. De même, une égalité de la durée des spots de propagande gratuits doit être relevée.

Les résultats de cette analyse devraient notamment permettre d' :

- Evaluer dans quelle mesure les candidats à la présidentielle ont contribué à l'apaisement à travers leur participation aux débats et à travers leurs discours politiques ;
- Identifier les bonnes pratiques en matière d'émission de débat présidentiel dans les médias
- Evaluer dans quelle mesure les médias publics ont respecté l'égalité des chances des candidats au premier tour de la présidentielle de 2018
- Apprécier la gestion des débats par les médias publics, sur le plan de la modération et de la promotion des idées/programmes ; et de la maîtrise d'une émission en direct.
- Evaluer dans quelle mesure les médias publics ont respecté le principe du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensées et d'opinions politiques, tel que défini par la loi.

I. LES EMISSIONS DE DEBAT DANS LES MEDIAS PUBLICS

A. L'échantillon d'analyse :

Il a été établi deux sortes d'émissions de débats :

- Un débat diffusé à 17h30 sur la RNM (Radio Nationale de Madagascar) uniquement. Il s'agit ainsi d'une diffusion en différé d'un PAD¹. Les candidats passent par groupe de 4, soit 9 groupes au total, sachant que le premier tour de l'élection présidentielle compte 36 candidats en lice. Durant ce débat, le candidat peut se faire représenter par un mandataire. Le débat dure ainsi en moyenne 1 heure.
- Un débat diffusé en direct à 17h00 sur la TVM ou Télévision Nationale Malgache et sur la RNM. Les candidats passent par groupe de 6 et ne peuvent pas se faire représenter. Au vu de cette constitution de groupe, le débat dure 2 heures environ.

Ces émissions de débat constituent donc l'échantillon d'analyse. Un tirage au sort effectué par la Commission Electorale Nationale Indépendante – qui est l'organe de gestion des élections à Madagascar – a déterminé le numéro d'apparition des 36 candidats dans les débats. Les tableaux ci-dessous relatent les résultats de ce tirage au sort en précisant les noms des candidats et les dates auxquelles ils interviennent dans les débats.

TABLEAU 1 : EMISSION DE DEBAT EN DIRECT SUR TVM ET RNM

<u>Dimanche 14 octobre 2018</u> Randriamorasata Solo Norbert Narison Stéphan Rajaonarimampianina Hery Ernaivo Fanirisoa Ratsiraka Iarovana Roland Rasolovoahangy Emma	<u>Samedi 20 octobre 2018</u> Imbeh Serge Jovial Bezaza Marie Eliana Manasy Beriziky Jean Omer Rasolofonjoa Haingo Zafivao Jean Louis Ratsietison Jean Jacques	<u>Dimanche 21 octobre 2018</u> Randriamampionona Joseph Rabary Andrianiaina Paul Rabarihoela Bruno Ramaroson Arlette Rakotomamonjy Jean Max Rakotofiringa Richard Razafy
<u>Samedi 27 octobre 2018</u> Mailhol André Christian Rasolonjatovo Falimampionona Rasolofondraosolo Zafimahaleo Ravelonarivo Jean Mahafaly Solonandrasana Olivier Randriamanantsoa Tabera	<u>Dimanche 28 octobre 2018</u> Robimanana Orlando Radilofe Mamy Richard Ratsiraka Didier Ignace Jules Etienne Rolland Radavidson Andriamparany Rabeharisoa Saraha	<u>Samedi 3 novembre 2018</u> Rajoelina Andry Nirina Rajaonary Erick Francis Andriantseheno Lalaoarisoa Rafalimanana Ny Rado Andrianoelison José Michel Ravalomanana Marc

¹ Prêt à diffuser.

TABLEAU 2 : EMISSION DE DEBAT EN DIFFERE SUR RNM

<p><u>Lundi 15 octobre 2018</u> Randriamorasata Solo Norbert Narison Stéphan Rajaonarimampianina Hery Ernaivo Fanirisoa</p>	<p><u>Mercredi 17 octobre 2018</u> Ratsiraka Iarovana Roland Rasolovoahangy Emma Imbeh Serge Jovial Bezaza Marie Eliana Manasy</p>	<p><u>Vendredi 19 octobre 2018</u> Beriziky Jean Omer Rasolofonjoa Haingo Zafivao Jean Louis Ratsietison Jean Jacques</p>
<p><u>Lundi 22 octobre 2018</u> Randriamampionona Joseph Rabary Andrianiana Paul Rabarihoela Bruno Ramaroson Arlette</p>	<p><u>Mercredi 24 octobre 2018</u> Rakotomamonjy Jean Max Rakotofiringa Richard Razafy Mailhol André Christian Rasolonjatovo Falimampionona</p>	<p><u>Vendredi 26 octobre 2018</u> Rasolofondraosolo Zafimahaleo Ravelonarivo Jean Mahafaly Solonandrasana Olivier Randriamanantsoa Tabera</p>
<p><u>Lundi 29 octobre 2018</u> Robimanana Orlando Radilofe Mamy Richard Ratsiraka Didier Ignace Jules Etienne Rolland</p>	<p><u>Mercredi 31 octobre 2018</u> Radavidson Andriamparany Rabeharisoa Saraha Rajoelina Andry Nirina Rajaonary Erick Francis</p>	<p><u>Mercredi 2 novembre 2018</u> Andriantseho Lalaoarisoa Rafalimanana Ny Rado Andrianoelison José Michel Ravalomanana Marc</p>

B. La participation des candidats

A partir du tableau ci-dessous, nous constatons moins d'engouement des candidats à participer aux débats en différé diffusés sur RNM, alors que la radio est le média le plus consommé à Madagascar. En outre, le fait que le débat en différé soit constitué de 4 candidats/représentants de candidats – en comparaison des 6 candidats par groupe du débat en direct – favorise une meilleure facilité pour les auditeurs de comprendre/assimiler les idées partagées par les candidats. Le manque d'engouement des candidats pour ces débats par groupe de 4, pourrait avoir pour conséquence, que les citoyens soient moins informés sur leurs visions et programmes.

Un certain nombre de candidats (11 sur les 36) se sont fait représenter au cours du débat en différé. En conséquence de l'absence de certains candidats, le débat a duré quelques minutes de moins que prévu. Le groupe du mercredi 24 octobre a ainsi, vu la présence de deux politiciens seulement. Le débat a alors été plus court que prévu et moins dynamique, vu que les voix se distribuaient entre deux candidats seulement.

Mais le fait qu'ils se soient fait représenter a-t-il eu un impact sur la qualité du débat ? Il émane de l'analyse que les discours des candidats soient plus revendicatifs que ceux de leur représentant. A l'exemple de Bruno Rabarihoela qui a utilisé la forme impérative dans ses discours, contrairement à son représentant : « Réduisez le prix des produits de première nécessité, surtout le riz ! Restituez les terrains aux Malgaches afin qu'ils puissent travailler. Assainissez la finance publique ! Ouvrez des centres de formations professionnelles ! ». De son côté, lorsqu'elle a été personnellement présente lors du débat en direct, Eliana Bezaza a mis en avant ses revendications concernant la requête soumise avec d'autres candidats pour l'ouverture de la liste électorale. A l'inverse de son représentant qui n'a pas fait mention de cette requête.

Il semble également que certains représentants soient moins précis dans les réponses aux questions. La représentante du candidat Andry Rajoelina a indiqué notamment, qu'elle « ne

peut pas en dire davantage sur la politique prônée par le candidat en matière d'information et de communication vu que le candidat n'en a pas fait mention dans ses engagements ».

Les émissions de débat en direct enregistrent 2 absences seulement, incluant Saraha Rabeharisoa et Orlando Robimanana. Ils ne sont pas intervenus non plus durant les débats en différé, raison pour laquelle leur discours n'apparaît pas dans ce Rapport. Les 9 débats en différé recensent, rappelons-le, 5 absences.

TABLEAU 3 : LA PARTICIPATION A L'EMISSION DE DEBAT EN DIFFERE

(Groupe de 4 candidats)

<p><u>Lundi 15 octobre 2018</u> - Aucune absence - Le candidat Rajaonarimampianina Hery s'est fait représenter par Lanto Rakotomavo - Durée du débat : 1h15</p>	<p><u>Mercredi 17 octobre 2018</u> - Absence de Roland Ratsiraka - 2 candidats se sont fait représenter : Eliana Bezaza a été représenté par Jean de la Croix Robson Serge Jovial Imbeh a été représenté par Désiré Jean Ranaivoson - Durée du débat : 1h10</p>	<p><u>Vendredi 19 octobre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat : 1h00</p>
<p><u>Lundi 22 octobre 2018</u> - Aucune absence - Rabarihoela Bruno s'est fait représenter par Rajosoa Adolphe - Durée du débat : 1h00</p>	<p><u>Mercredi 24 octobre 2018</u> - Rakotofiringa Richard Razafy et Rasolonjatovo Falimpionona ont été absents - Dieu Donné Mailhol s'est fait représenter par son directeur de campagne Raholonarivo - Durée du débat : 40mn</p>	<p><u>Vendredi 26 octobre 2018</u> - Aucune absence - Jean Ravelonarivo a été représenté par Ramandimbarison Zazah -Tabera Randriamanatsoa a été représenté par Rasoloarisoa Marie Marcelline - Durée du débat : 1h00</p>
<p><u>Lundi 29 octobre 2018</u> Robimanana Orlando a été absent -Didier Ratsiraka a été représenté par son directeur campagne Annick Ratsiraka - Jules Etienne Roland a été représenté par Rakotondrahanta Hajarivola</p>	<p><u>Mercredi 31 octobre 2018</u> - Saraha Rabeharisoa a été absente - Rajoelina Andry Nirina s'est fait représenter par Lanto Rakotomanga -Erick Rajaonary s'est fait représenter par Daniel Herman - Durée du débat : 1h00</p>	<p><u>Mercredi 2 novembre 2018</u> Tous les candidats ont été personnellement présents</p>

TABLEAU 4 : LA PARTICIPATION A L'EMISSION DE DEBAT EN DIRECT**(Groupe de 6 candidats)**

<u>Dimanche 14 octobre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat : 2h	<u>Samedi 20 octobre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat : 2h	<u>Dimanche 21 octobre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat :
<u>Samedi 27 octobre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat : 2h	<u>Dimanche 28 octobre 2018</u> - Robimanana Orlando et Rabeharisoa Saraha ont été absents	<u>Samedi 3 novembre 2018</u> - Tous les candidats ont été personnellement présents - Durée du débat : 2h

C. La posture des journalistes

L'analyse des émissions implique d'évaluer la manière dont les journalistes-animateurs ont géré le débat. Il s'agit alors de relever s'il existe des éléments indiquant un éventuel favoritisme du journaliste, si des problèmes techniques sont survenus durant le débat, si des règles ont été édictées au début du débat et partant, si le présentateur fait respecter ces règles. Plus spécifiquement, le présentateur reste-t-il maître du débat ou les invités s'approprient-ils la parole, quel ton le journaliste utilise en général, si le journaliste a tendance à privilégier l'animation ou l'approche informative, si le journaliste rebondit par rapport aux réponses données, et si les questions sont plutôt générales ou pointues.

1 - Emission de débat en différé

De prime abord, un respect strict des temps de parole accordé à chaque candidat a été observé par les journalistes. La règle établie au départ consiste à donner 3 minutes à chaque candidat pour répondre à une question. Lorsqu'un candidat dépasse le délai qui lui est imparti, le journaliste lui coupe immédiatement la parole pour laisser à l'autre candidat de s'exprimer à son tour. En outre, une alerte sonore est activée lorsque le temps de parole est écoulé, ce qui ne laisse pas au candidat la possibilité de dépasser son temps de parole.

La règle édictée stipule qu'il est interdit au candidat de cumuler son temps de parole. Aussi, le journaliste a incité le candidat à s'exprimer davantage lorsqu'il n'a pas terminé son créneau.

Par ailleurs, la première prise de parole entre les candidats est tournante. Chaque candidat a ainsi la possibilité de répondre en premier et en dernier à une question sur les quatre questions posées tout au long du débat. À la fin, chaque candidat dispose de deux minutes de temps libre qu'il/elle peut utiliser à sa guise.

2. Emission de débat en direct

Les candidats ont disposé d'un temps de parole de 20 minutes global pour l'ensemble du débat en direct. Un respect strict de cette durée a été appliqué. Les intervenants sont cependant libres de trancher ce temps de parole à leur guise. Et lorsque tous les thèmes ont été abordés, et si les candidats ont encore du temps restant, ils peuvent l'utiliser en parlant de divers sujets qu'ils

souhaitent. Le média a fait preuve de transparence en laissant visible au public, le chronométrage des temps de parole. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est présente aussi dans la salle pour rappeler le temps de parole restant pour chaque candidat.

Un certain nombre de candidats ont répondu assez brièvement aux questions posées par les journalistes, semble-t-il pour pouvoir s'étaler davantage à la fin du débat, autrement dit pour son « mot de la fin ». Rappelons que lorsque toutes les questions ont été posées, les journalistes laissent le « mot de la fin » à chaque candidat. Dans la plupart des cas, ce « temps libre » dure 2 minutes. Généralement, les candidats profitent de ce « mot de la fin » pour faire leur propre propagande. Il en est ainsi du candidat Andry Rajoelina qui a disposé d'un temps libre assez conséquent qui lui a permis de s'étaler dans sa propagande. Or, les questions permettent, contrairement au « mot de la fin », de s'intéresser aux idées/programmes et visions des candidats sur des questions essentielles de la gouvernance. C'est d'ailleurs dans cet objectif, que les émissions de débats ont été notamment instaurées, afin que les citoyens puissent s'imprégner des idées véhiculées par les candidats en lice. Laisser aux candidats un temps de parole global comporte ainsi un inconvénient dans la mesure où, ceux-ci choisissent d'utiliser davantage leur temps de parole pour leur discours de propagande ou pour véhiculer des opinions personnelles.

Dans cette optique, le candidat Didier Ratsiraka a passé son tour durant l'évocation de la Constitution et du modèle politique prôné par chaque candidat. Il a voulu passer son tour une nouvelle fois lorsqu'il fallait parler de la politique de sécurité, mais le journaliste l'a invité à parler et à répondre à ses détracteurs qui l'accusent d'avoir appauvri le peuple au cours de ses mandats à la tête de l'Etat ; et à présenter sa politique de développement. Dans ce cas précis, le journaliste a fait preuve de maîtrise du débat.

La candidate Eliana Bezaza, quant à elle, a rappelé au cours du « mot de la fin », qu'elle a signé une requête avec d'autres candidats pour l'ouverture de la liste électorale et pour contester la mobilisation massive d'argent par d'autres candidats. Autrement dit, elle a utilisé le temps de parole restant pour mettre en avant un mouvement initié avec d'autres candidats qui visent à critiquer le déroulement du processus électoral.

Pour sa part, le temps restant de Joseph Martin Randriamampionona lui a permis de critiquer les trois anciens Chefs d'Etat ainsi que les trois anciens Premiers ministres qui sont candidats à la présidentielle, qui disposeraient selon lui, de milliards de dollars dans des banques étrangères.

Dans le sens inverse, certains candidats ont épuisé leur temps de parole avant que toutes les thématiques n'aient été abordées. Aussi, ils n'ont pas pu avancer des idées concernant les derniers thèmes qui sont restés.

Des soucis techniques ont été relevés durant les débats en direct. A titre d'illustration, le chronomètre sur le pupitre d'un candidat ne s'affichait pas ; tandis qu'un problème de son a été constaté pendant la dernière prise de parole d'un candidat lors de l'émission du 21 octobre. En contrepartie, le discours coupé a été rediffusé dans le journal télévisé de la soirée.

D – Dialogue vs Débat

Le dialogue s'assimile ici à un échange de points de vue/idées entre deux candidats. Il se différencie du débat en ce sens où, la discussion n'est pas ouverte à tous les intervenants présents mais cite/cible spécifiquement un des candidats en lice. Les dialogues enregistrés au cours du débat, ont généralement eu pour objectif d'attaquer un/des candidats présents autour de la table ; ou de montrer une adhésion à une idée développée par un candidat présent.

1 - Emission de débat en différé

Le journaliste commence généralement par la présentation des invités, des candidats, de leurs statuts et fonctions ainsi que des partis qui les ont présentés. Les règles du débat sont ensuite exposées au public, à savoir que chaque candidat a droit à 3 minutes d'intervention pour chaque question. Son rôle consiste aussi à accorder et répartir la parole à chacun des candidats.

Sauf quelques exceptions, les dialogues ont été moins présents durant les débats en différé. Il semble que les candidats aient préparé leur discours sans tenir compte des discours des autres candidats et en se focalisant sur les idées qu'ils souhaitaient émettre. Néanmoins, avant de répondre à la première question posée par le journaliste, la candidate Fanirisoa Ernaivo a émis une remarque visant le candidat Hery Rajaonarimampianina en déclarant qu'« il est assez surprenant que le parti HVM dont il est issu puisse parler de révision de la Constitution alors que durant 5 ans, ils ont fait avec l'actuelle Constitution ». En d'autres termes, la candidate a réagi aux réponses proposées par le candidat qui est intervenu avant elle.

Notons que la plupart des candidats ont amené 15 partisans constitués de leurs sympathisants dans l'assistance. Leur rôle se cantonne le plus souvent, à applaudir leur candidat à la fin de chacune de ses interventions.

2 - Emission de débat en direct

Les accusations mutuelles entre candidats ont été nombreuses au cours des débats en direct. Le constat révèle que ces piques ont été plus virulentes lors des débats où les anciens Chefs d'Etat candidats à la présidentielle, étaient présents.

A titre d'exemple, au cours du dernier débat en direct du 3 novembre 2018, les partisans du candidat Ny Rado Rafalimanana l'ont applaudi de vive voix lorsqu'il a indiqué que ses sociétés ont été ravagées durant les échauffourées de janvier 2009. Il s'agit vraisemblablement d'un sujet hors-thème. D'ailleurs, Ny Rado Rafalimanana a surtout réagi aux discours des autres candidats, en soulignant entre autres, qu'« après avoir entendu les discours des anciens Présidents (ndlr : candidats présents autour de la table), il ne devrait plus y avoir de problèmes de sécurité à Madagascar vu qu'il trouve leurs programmes parfaits. Mais, il s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces anciens Présidents ne les ont pas mis en œuvre pendant leurs mandats présidentiels ». Face aux acclamations, les représentants de la CENI et le journaliste ont sommé l'assistance d'arrêter. Le journaliste a précisé que l'assistance ne doit pas faire de tapage, ce qui traduit une maîtrise du débat de la part du journaliste.

Les dialogues se sont poursuivis lorsque le candidat Andry Rajoelina a indiqué : « Ny Rado Rafalimanana a su parfaitement critiquer les autres mais il faut se demander ce que Ny Rado Rafalimanana a fait pour Madagascar ». Il a poursuivi en s'adressant au candidat et ancien Président Marc Ravalomanana qui selon lui, « continue de vivre encore en 2009 ». Devant ces déclarations, Marc Ravalomanana a indiqué qu'« il n'a pas démissionné, mais transféré le pouvoir aux militaires pour faire une élection ». Le candidat José Andrianoelison s'est dit étonné des déclarations d'Andry Rajoelina concernant sa politique en matière de sécurité ;

tandis que ce dernier a répondu à son tour qu'« il ne peut pas croiser le bras face aux 60.000 zébus volés ».

Dans ces cas, il apparaît que le débat a échappé aux journalistes qui ne sont pas intervenus pour recadrer le sujet autour des projets de société proposés par les candidats. En somme, le débat s'est davantage apparenté à un dialogue, voire un règlement de comptes entre politiques, plutôt qu'à un débat d'idées où les candidats présentent leur programme respectif aux électeurs. Dans la plupart des cas, les journalistes entament une médiation en donnant la parole aux candidats à chaque fois qu'ils demandaient à répondre à ces accusations. En même temps, cette manière dont les journalistes ont géré le débat a, dans une certaine mesure, favorisé le dialogue.

Au cours du débat en direct du 14 octobre, la candidate Fanirisoa Ernaivo s'est adressée directement au candidat et ancien Président sortant Hery Rajaonarimampianina. Elle a accusé le candidat d'avoir vendu les zones maritimes autour de Madagascar et de n'avoir pas osé mettre en place un pouvoir judiciaire indépendant pour permettre à « lui et ses amis de dérober encore l'argent et les biens du peuple ». A ces accusations, le candidat a rétorqué : « Vous pouvez porter plainte, vous êtes magistrat, vous pouvez le faire alors faites-le ».

Une autre illustration de ces échanges verbaux entre deux candidats est relatée le 20 octobre. Il apparaît que le journaliste ait suscité une discussion entre Imbeh Serge Jovial et Ratsietison, en redonnant la parole à ce dernier. Les deux candidats, en tant qu'économistes, ont essayé de donner des exemples simples sur la nécessité de supprimer ou de maintenir le Marché Interbancaire de Devises. Cependant, les discussions ont viré au dialogue et à des attaques mutuelles. Le candidat Serge Imbeh a déclaré, entre autres, que Ratsietison confond MID et gestion monétaire, alors que l'intention du journaliste consistait semble-t-il, à rehausser le niveau du débat. Le journaliste a alors coupé leurs discussions et donné la parole aux autres candidats, lesquels n'ont pas voulu participer à la discussion.

E – La pertinence des questions

1 - Emission de débat en différé

Les questions posées par les journalistes ont été assez globales. Dans les débats en différé, elles portaient sur le modèle politique privilégié par le candidat et plus spécifiquement sur la politique de décentralisation, mais également sur la politique en matière d'énergie, sur la politique en matière de santé et enfin, sur la politique en matière de communication et d'information. Généralement, le journaliste a posé ces mêmes questions durant chaque débat. Des points essentiels tels que la politique étrangère ont été omis, si l'on considère le questionnaire établi au départ.

En principe, le débat permet aux journalistes de rebondir par rapport aux réponses données par les candidats, en respectant l'objectivité et l'impartialité dans la formulation des questions. L'une des manifestations de cette réactivité a été constatée durant le débat en différé du 15 octobre, lorsque le journaliste a fait savoir aux candidats, concernant les accusations portées à l'encontre de la chaîne publique, que la responsabilité concernant la régulation des médias appartenait à la Commission Electorale Nationale Indépendante. Il émane de cette réponse que le journaliste réagit lorsque l'institution qu'il représente est mise à partie.

Dans le même sens, le journaliste a posé une même question pour tous les candidats ; mais se permet aussi de rebondir par rapport aux réponses en demandant des précisions lorsque celles-ci sont vagues ou floues.

2 - Emission de débat en direct

Les questions durant les débats en direct se rapportent au modèle de Constitution préconisé par le candidat, à la politique en matière de sécurité, à la lutte contre la pauvreté et à la politique en matière d'éducation. Les sous-thématiques abordées concernent le modèle de gouvernance proposé par le candidat et la lutte contre corruption.

Il est évident que le journaliste se réfère à l'actualité pour apporter de la dynamique au débat. Cela démontre qu'un travail de documentation a été réalisé par le journaliste avant le débat. A titre d'illustration, le journaliste a demandé à la candidate Emma Rasolovoahangy de donner des détails sur l'incident dont elle a été victime sur la route d'Ambositra quelques jours auparavant. La première question posée par le journaliste a découlé de cet incident, à savoir la politique de chaque candidat sur l'insécurité.

Hormis ces références à l'actualité, les journalistes n'ont pas apporté de valeur ajoutée au débat, qu'il s'agisse des débats en différé ou des débats en direct. Les journalistes ont eu tendance à animer plutôt que d'adopter une approche informative.

Cependant, ils ne manquent pas de demander des précisions par rapport aux réponses des candidats. Avant de changer le sujet, le journaliste demande aussi aux candidats, s'ils veulent ajouter d'autres informations. Une bonne pratique du journaliste consiste aussi à encourager les candidats à répondre à chacune des questions posées, bien que ceux-ci aient voulu passer leur tour pour certaines questions abordées.

A noter que le 27 octobre, les journalistes n'ont pas pu aborder la dernière thématique relative à la politique d'éducation étant donné que le temps de parole restant à tous les candidats au bout de 3 questions posées, était moindre.

Les deux formes de débat semblent complémentaires, en ce sens où les questions posées durant le débat en direct étaient différentes des questions du débat en différé.

F – L'aspect sensible aux genres

L'animation des débats en direct a été assurée par deux journalistes de sexe masculin. Par respect du principe d'égalité des genres, le choix de permettre uniquement à des hommes d'assurer l'animation des débats, sachant que les candidats sont constitués de 5 femmes et 31 hommes, ne favorise pas à donner de la valeur à ce principe d'égalité des genres. En outre, aucune des questions posées par les journalistes ne concernaient spécifiquement la situation des femmes. Les questions ont été d'ailleurs très générales.

Au cours du dernier débat en direct daté du 3 novembre 2018, les journalistes ont été constitués exclusivement d'hommes, de même que les candidats intervenants. Les thématiques n'ont pas abordé spécifiquement le rôle des femmes. Autrement dit, les femmes semblent avoir été exclues du débat.

Concernant les 9 débats en différé programmés, 2 seulement ont été assurés par une journaliste femme. Vu que les femmes sont en sous-nombre parmi les candidats à la présidentielle (5 sur 36), que l'une (1) d'entre elles a préféré mandater un représentant plutôt qu'une représentante, tandis qu'une (1) candidate a manqué le débat, les femmes candidates n'ont pas été

suffisamment visibles dans ces débats. Toutefois, 4 candidats masculins ont mandaté une femme pour les représenter, ce qui a permis d'équilibrer, dans une moindre mesure, la tendance. En outre, une candidate a appréhendé certains stéréotypes sexistes en déclarant, entre autres, que son parti dispose de projets sur la sécurité « même si elle est une femme ».

La participation des femmes au développement a été abordée durant le « mot de la fin » du candidat Erick Rajaonary, qui a étalé à cette occasion, ses autres expériences en matière de développement agricole. Toutefois, en évoquant le sujet, il a commis un lapsus en parlant d'« expériences sur les femmes », ce qui a fait rire l'assistance. Notons que le journaliste n'a pas recadré le débat malgré cet écart.

Il apparaît ainsi que les femmes se soient trouvées dans les sujets de discussion, mais de manière sporadique. Elles ont été sous-représentées, et l'image qui se dégage des femmes dans les débats ne leur a pas été nécessairement favorable.

G. La qualité des discours des candidats

1 – Les raisons du discours

Les discours des candidats ont concerné primordialement leur programme ; autrement dit leurs **propositions de solutions** relatives aux thèmes abordés. Les candidats soutiennent parfois les mêmes idées, concernant entre autres l'exploitation des ressources naturelles du pays pour la mise en œuvre de leurs programmes de société.

Par contre, le contenu du discours de certains candidats permet de comprendre qu'ils ont délaissé leurs projets et programmes, au profit d'autres communications. Emma Rasolovoahangy, Fanirisoa Ernaivo, Andry Rajoelina, Ny Rado Rafalimanana, Marc Ravalomanana, Arlette Ramaroson, Joseph Martin Randriamampionona, Dieu Donné Mailhol, Didier Ratsiraka, Jules Etienne Rolland et Mamy Radilofe figurent parmi ces candidats dont la propension de discours ne relevant pas de projets/propositions de solutions, s'avère importante.

Comme indiqué plus haut², un certain nombre de discours se sont, apparentés à des **dénonciations/interpellations** de candidats. Ces discours ont ciblé davantage les anciens Chefs d'Etat qui sont candidats à l'élection présidentielle et les médias, comme ce fut le cas le 17 octobre. Ayant été l'unique candidate qui n'a pas mandaté de représentant durant le débat, Emma Rasolovoahangy a profité de son intervention pour dénoncer les informations véhiculées par les médias qui selon elle, « ont fait circuler de fausses informations émanant des forces de sécurité ».

Lors du premier débat en différé en date du 15 octobre, la candidate Fanirisoa Ernaivo a souligné sur la question de la politique en matière d'information et de communication, qu'elle convoquerait l'actuel ministre de la Communication au tribunal pour être enquêté par rapport à différentes accusations. Elle a indiqué avoir déjà porté plainte contre le ministre mais qu'« il profite de son statut de ministre », selon elle. Elle s'est plainte également que son spot de propagande n'ait pas été diffusé sur les chaînes publiques. En somme, les réponses aux

² Cf : « Dialogue vs Débat »

questions relatives à la politique de communication et d'information ont été plus axées vers des dénonciations à l'endroit de la presse que vers sa politique en matière de communication.

Parmi ces déclarations ciblant les professionnels de la presse, figurent aussi celles de Joseph Martin Randriamampionona, déclarant que « le journal L'Observateur a été payé par un conseiller du Président sortant pour diffuser de fausses informations selon lesquelles il aurait, pendant son mandat de ministre de l'Elevage, vendu l'abattoir d'Ankadindratombo ». (22 octobre 2018)

Il émane de cette déclaration que les **témoignages** ont également accaparé les débats. Souvent, les candidats ont parlé de leur propre expérience, en tant qu'anciens responsables étatiques. En effet, un certain nombre de ces candidats ont déjà gouverné le pays ou occupé un poste de Premier ministre ou ministre. Ces partages d'expérience ont surtout eu pour objectif, de défendre leur mandat vis-à-vis des critiques négatives. Les journalistes qui ont animé le débat ont contribué à cette profusion de témoignages, notamment durant le débat ayant vu la présence d'Emma Rasolovoahangy, à qui le journaliste a demandé des détails sur l'incident dont elle a été victime sur la route d'Ambositra peu avant le jour du débat.

Des **propos incendiaires** ont filtré des discours des candidats durant les émissions de débat. Le 21 octobre 2018, la candidate Arlette Ramaroson a montré son hostilité aux étrangers en ces termes : « Dégagez les Chinois et les Indo-Pakistanaïsi ». Ces mots ont été prononcés en évocation du sujet relatif à la lutte contre la pauvreté en lien avec la gestion des ressources naturelles du pays. Un cas de diffusion d'alarmes et de rumeurs a été relevé durant le discours de Joseph Martin Randriamampionona du 21 octobre. Il dit regretter que « les Colonels et les Généraux donnent des armes à feu à des voleurs pour accomplir leurs actes criminels » et que le « Président ait cautionné cela ».

La prépondérance des **promesses et engagements** s'avère évidente au vu de l'analyse des discours des candidats. Certains engagements sont d'ailleurs très précis, notamment celui du candidat Omer Beriziky de mettre en place les institutions de la République dans les 6 mois de son mandat s'il est élu à la tête de l'Etat. Dans le même sens, le candidat Andry Rajoelina a reconnu qu'il ne dispose pas d'un projet de société mais que son discours tourne autour de ses « engagements ».

En résumé, les candidats semblent plus enclins à proposer des projets de société et des solutions dans les débats en différé, où le temps de réponse est pourtant limité à 3 minutes pour chaque question. A l'inverse, les attaques personnelles, les promesses/engagements, les discours incendiaires et les témoignages ont marqué les débats en direct durant lesquels les candidats ont pu trancher leur temps de parole à leur guise, sans dépasser les 20 minutes impartis.

2 – Le contenu des discours

Le tableau ci-dessous restitue le contenu des discours de 34 sur les 36 candidats au premier tour de l'élection présidentielle. Vu que les candidats Saraha Rabeharisoa et Orlando Robimanana ont été absents de tous les débats et n'ont pas mandaté de représentant, leur discours n'apparaît pas dans le tableau ci-dessous.

Notons que le tableau ci-après relate les discours des candidats dans leur globalité.

TABLEAU 5 : LE CONTENU DES DISCOURS DES CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE

Nom du candidat	Contenu du discours
Emma Rasolovoahangy	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Amender de la Constitution si besoin est ; mais ne considère pas qu’il s’agisse d’une priorité - Equilibrer les pouvoirs, d’où son projet de maintenir les deux Chambres parlementaires - Promouvoir le système de gouvernance actuel en matière de décentralisation, mais en responsabilisant davantage les collectivités à la base, en augmentant le budget qui leur est affecté et en leur dotant de matériels <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accorder les ristournes aux localités d’où sont menées les exploitations en tous genres ; - Exploiter toutes les richesses du pays – ressources naturelles et ressources humaines – ; - Investir dans l’énergie renouvelable et ainsi, réduire le coût de l’énergie dans la capitale. Se considérant comme une experte en énergie, elle a collecté des portfolios de compagnies puissantes en production d’énergie, pour pouvoir mettre en œuvre sa politique qui consiste à encourager l’investissement en matière d’énergie. Une fois que le gouvernement malgache arrivera à rembourser les investisseurs, ces derniers quitteront le pays et les entreprises reviendront à l’Etat malgache ; - Créer une cimenterie ; <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation des enseignants - Enseigner les valeurs patriotiques - Gratuité de la scolarisation et de l’accès aux soins - Création de nouveaux hôpitaux de proximité - Formation et renforcement de capacité des médecins - Dotation en équipements des centres de santé - Renforcement de la lutte contre le diabète - Meilleur contrôle des médicaments. <p>La candidate a raconté la mésaventure dont elle a été victime quelques jours plus tôt à Ivato Ambositra. Elle a dénoncé le comportement de la gendarmerie qui a considéré cet incident comme étant le résultat de problèmes techniques alors qu’elle</p>

	<p>s'est dit victime d'une attaque de « dahalo ». En réponse à la question sur la politique en matière d'information et de communication, elle a déploré que les médias aient fait circuler les « fausses informations » émanant des forces de sécurité. Elle a déclaré aussi que l'un des programmes qui attend l'autorisation du ministère, permettra de créer des milliers d'emplois. La candidate aurait déjà commencé à mettre en œuvre 401 projets qu'elle a présentés en 2013 ; mais aurait rencontré beaucoup de blocages « de la part des tenants du pouvoir ».</p>
<p>Solo Norbert Randriamorasata</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'une nouvelle Constitution - Révision du système d'administration qui permettra d'équilibrer le niveau de vie de la population ; - Révision des textes de loi qui favorisent l'enrichissement des dirigeants. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise en marche de la raffinerie de Toamasina - Fin de toutes formes de corruption au sein de la société nationale de distribution d'électricité JIRAMA - Enrichissement des pauvres pour pouvoir supprimer les aides aux personnes défavorisées <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès gratuit aux soins - Augmentation du salaire des personnels de santé - Valorisation de la médecine traditionnelle - Révision des programmes et du système scolaire - Augmentation des salaires des enseignants. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des « vondrona mpiaro ny fandriam-pahalemana » ou « groupe communautaire de défense et de sécurité » et de l'auto-défense au niveau local. <p><u>Politique en matière d'information et de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Neutralité dans les médias publics - Professionnalisation du métier de journaliste

	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le respect de l'éthique et de la déontologie du métier si les journalistes veulent se maintenir au quatrième pouvoir. <p>« Madagascar a adopté le système français en matière de gouvernance. Par conséquent, Madagascar est toujours un pays colonisé », a affirmé le candidat. Il suggère ainsi de trouver une structure adaptée aux réalités malgaches.</p>
<p>Narison Stéphan</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Amender la Constitution, de manière consensuelle ; - Séparation stricte de l'Etat et de l'église ; - Responsabiliser davantage et accorder des pouvoirs plus importants aux fokontany ; - Diminuer le nombre de régions et remettre en place les provinces autonomes ; - Réduire le nombre des ministères, le nombre de parlementaires et les privilèges des fonctionnaires ; - Accorder le droit de vote aux diasporas. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rétablir l'éducation civique et l'enseignement de la culture et des valeurs malgaches - Distribution de kits scolaires - Aide de l'Etat aux parents en difficulté. - Accès gratuit à l'enseignement - Révision des programmes scolaires conformément aux standards actuels - Augmenter les salaires des enseignants - Collaboration avec les membres de la diaspora dans le domaine de l'éducation - Création de centres de formations professionnalisantes ; - Augmentation de la capacité d'accueil des universités - Coopération des universités malgaches avec des universités étrangères - Dons aux centres et aux laboratoires de recherche. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Etat sera amené à faire des économies - Augmenter le pouvoir d'achat - Réduire les prix des marchandises

	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le Made in Madagascar - Révision des contrats au niveau des zones franches car la main d'œuvre y est peu onéreuse. - Promouvoir le système de « coopérative » dans les villages - Motiver les jeunes à travailler dans les zones rurales, dans le domaine de l'agriculture - Les usines de transformation seront établies à proximité <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaque foyer des zones rurales bénéficiera de l'énergie solaire et éventuellement de l'énergie éolienne. - Solutionner les coupures d'électricité en augmentant notamment les productions d'énergie ; - Améliorer les infrastructures d'accueil des centres de santé, en offrant des dons de matériels - Accès gratuit aux soins - Actions de sensibilisations sur le respect de la propreté et de l'environnement - Meilleur encadrement des tradi-praticiens qui oeuvrent dans la médecine - Réduction des impacts des extractions minières sur la santé des riverains. <p><u>En matière d'information et communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les salaires des journalistes - Promouvoir la neutralité des journalistes - Promouvoir les émissions d'enquête et d'investigations.
<p>Hery Rajaonarimampianina</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution pour pouvoir changer le système d'administration. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prioriser l'énergie renouvelable. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la réouverture et la réhabilitation des Centres de Santé de Base. 250 CSB ont déjà été réhabilités. - Mise en place d'une caisse pour prendre en charge l'accès aux soins.

	<p><u>Politique en matière d'information et de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les médias sont un outil d'éducation du peuple. Il est important que les médias transmettent les informations de manière juste et neutre. Il faut rapporter les faits comme ils se sont déroulés. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la politique en matière de système de sécurisation mise en œuvre depuis 5 ans qui consiste à mettre en place des troupes dans différentes régions - Poursuivre la lutte contre la corruption - Mise en place de l'Etat de droit <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prioriser la lutte contre la pauvreté - Mise en œuvre de l'économie bleue <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Œuvrer prioritairement pour l'éducation et la scolarisation des enfants - Prioriser l'agriculture et l'élevage - Sensibiliser et impliquer les jeunes dans la lutte contre la corruption - Promouvoir le changement de mentalité, de comportement, et de pensée - Améliorer la qualité de l'enseignement par le recrutement d'enseignants ; - Création de nouveaux centres de formation professionnalisante <p>Le candidat a répondu : « Vous pouvez porter plainte, vous êtes magistrat, vous pouvez le faire. Alors faites-le », par rapport aux accusations de la candidate Fanirisoa Ernaivo selon lesquelles le candidat a vendu les espaces maritimes de Madagascar. Par ailleurs, vers la fin de son intervention, il a précisé que durant son mandat, il n'y a eu aucun prisonnier politique ni exilé politique.</p>
Fanirisoa Ernaivo	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appliquer la Constitution actuelle, mais apporter des modifications pour une séparation stricte des pouvoirs et pour limiter le pouvoir des dirigeants - Maintenir la structure étatique actuelle en promouvant l'honnêteté et la volonté politiques.

- Mise en œuvre d'une décentralisation effective : décentraliser la gestion des budgets. Les régions, districts, communes gèrerons eux-mêmes leurs budgets
- Les ristournes et les retombées financières seront gérées au niveau local
- Prioriser la mise en place de l'Etat de droit et de la lutte contre la corruption

Politique en matière de communication et information

- Liberté de presse par la suppression de toute censure
- Convoquer l'actuel ministre de la Communication au Tribunal pour répondre à certaines de ses accusations
- Demandes d'explications au Directeur général de l'Office de la Radio-Télévision de Madagascar, qui est le co-animateur du débat, car son spot de propagande n'a pas été diffusé.
- Prévoir des salaires décents pour les journalistes
- Dons de matériels pour les journalistes
- Transparences et facilitation à l'accès des informations venant des institutions et administration publique

Politique économique

- Appliquer des sanctions contre les délinquants qui dérobent les richesses du pays
- Collaborer avec les ingénieurs qui travaillent dans l'énergie renouvelable
- Construire des infrastructures routières
- Mise en place d'une politique d'industrialisation
- Application de la vérité des prix pour les produits agricoles
- Création d'une banque malgache
- Emprisonnement des individus coupables de détournement de fonds au sein de la JIRAMA après enquêtes. Le rapport des comptes a révélé des manques à gagner, des pertes et des arriérés. Il faut mettre un terme aux conflits d'intérêt qui tournent autour de la JIRAMA.

Politique sociale

- Instaurer des salaires décents pour les personnels de santé.
- Dons de matériels et de médicaments pour les centres de santé
- Instauration d'une Mutuelle de santé pour tous
- Mise en place d'une sécurité sociale pour tous grâce à l'exploitation des ressources minières
- Accès gratuit à l'enseignement
- Construction d'écoles qui se rapprocheront davantage des élèves grâce aux routes qui seront construites

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de la politique nationale de l'emploi. Pour ce faire, les élèves et les jeunes se verront dispenser des formations adaptées à leur situation et à l'environnement où ils vivent. - Promouvoir l'enseignement du droit et du patriotisme auprès des jeunes. <p><u>Domaine sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre fin à la libre circulation des armes <p>La candidate a énuméré les points qu'elle reproche à Hery Rajaonarimampianina en s'adressant à lui directement. D'abord, elle a demandé des explications sur la politique de l' « économie bleue » priorisée par Hery Rajaonarimampianina. Elle accuse, en effet, le candidat d'avoir « vendu les espaces maritimes de Madagascar ». Avant de répondre à la question qui lui a été posée sur son programme sur l'éducation et l'enseignement, elle a accusé aussi le régime Rajaonarimampianina de n'avoir pas osé mettre en place un pouvoir judiciaire indépendant car « lui et ses amis veulent encore dérober l'argent et les biens du peuple ». Elle s'étonne aussi que le candidat Hery Rajaonarimampianina puisse parler de révision de la Constitution « alors que durant 5 ans, ils ont fait avec l'actuel texte ». A la fin de ses interventions, elle a encore insisté sur la nécessité de réviser la liste électorale. Elle a aussi sollicité les électeurs à être vigilants face aux « irrégularités » du processus électoral.</p>
Roland Ratsiraka	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution - Promouvoir les valeurs républicaines, les valeurs malgaches et les valeurs de la foi - Mise en place de l'Etat de droit pour promouvoir le boom économique <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prioriser l'agriculture, la pêche, l'élevage et le tourisme - Faciliter la création de petites entreprises <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'effectif des forces de défense et de sécurité - Responsabiliser davantage les forces de défense et de sécurité - Mise à contribution des forces de défense et de sécurité à la formation des citoyens

	<p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Application du programme éducation civique-sécurité-emploi. - Mettre en place des centres de formation au niveau local - Octroyer des machines à coudre aux femmes paysannes à partir du mois de janvier 2019. - Continuer à offrir des cours aux jeunes en classe d'examen et dont les parents n'ont pas suffisamment de moyens - Augmenter le salaire des enseignants. <p>Le candidat témoigne qu'à l'époque où il était ministre des Travaux publics, il a trouvé un financement mais cela aurait été refusé par le gouvernement.</p>
<p>Rasolofondraosolo Zafimahaleo</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La Constitution actuelle est une reproduction de la Constitution des étrangers. Ainsi, elle n'est pas adaptée au contexte malgache et piétine la valeur malgache. Cette Constitution a investi un Chef d'Etat qui devient un roi élu. Les institutions politiques actuelles sont des institutions budgétivores. L'élaboration d'une nouvelle Constitution durera au moins 6 mois et pour ce faire, des « zaikam-pokonolona » (assises locales) seront organisées pour relever les valeurs malgaches et la démocratie malgache basée sur le sens du bien commun, à travers le « teny ierana » (équivalent de « consensus ») - Instaurer un pays unitaire (iray tsy mivaky) à travers le fédéralisme - Réduire les pouvoirs du Président de la République. Le rôle du Président sera de coordonner les actions entreprises et de préserver la souveraineté nationale - Responsabiliser davantage les fokontany dans la mesure où ils ont la charge de s'occuper des affaires des voleurs de zébus, des disputes conjugales ; des recensements ; des campagnes de vaccin ... - Valoriser le fokonolona : les demandes des fokonolona deviendront leurs projets de société <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet de société est basé sur les résolutions prises à travers les « zaikam-bem-pokolona » (réunions locales). Les discussions seront focalisées non seulement sur comment soigner les gens et comment prévenir les maladies, mais comment aussi combiner les médecines traditionnelles et modernes. - Les personnes les plus vulnérables seront identifiées au niveau de fokontany. - Donner une place importante à la recherche

	<p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les institutions politiques existantes engendrent la pauvreté et promeuvent l'écart entre les riches et les pauvres, les intellectuels et les analphabètes - Lutter contre la pauvreté à travers la création d'emplois. - Protéger les entreprises malgaches et les entreprises installées à Madagascar, surtout les PME-PMI à travers la réduction d'impôts - Poursuivre les recherches sur les sources d'énergie - Poursuivre la construction de barrages, l'installation des infrastructures utilisant l'énergie solaire et la transformation de la biomasse. L'objectif étant que le pays soit indépendant en matière de production d'énergie - Identifier les besoins du fokonolona en matière d'énergie à travers les « zaikam-bem-pokolona » (réunions locales), en collaboration avec des experts <p><u>Politique de communication et d'information</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liberté d'expression dans les médias publics - Formation des jeunes sur l'usage d'Internet <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une stratégie d'instauration de la sécurité par le biais des assises locales au niveau du fokontany. Si le Fokontany ne peut pas résoudre le problème de l'insécurité, la commune va prendre le relais, ou la Région, voire l'Etat central. - Donner la valeur aux forces maritimes et aériennes afin que la population puisse exploiter la mer. <p>Selon le candidat, la période électorale est la seule période où la population a le pouvoir. Il a incité la population à un vote dicté par la conscience. Il estime qu' « il n'y aura pas d'apaisement si l'un des anciens Présidents sera élu ».</p>
<p>Jean Ravelonarivo</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution. Son élaboration sera assurée par des experts et des représentants régionaux. Le référendum donnera le choix entre un Etat unitaire et la refondation. Au plus tard, les propositions de la nouvelle Constitution seront présentées moins de 6 mois après le début du mandat présidentiel. Le gouvernement et le Chef de l'Etat ne participeront pas à son élaboration par souci de neutralité et d'objectivité. - Appliquer un projet de société basé sur la bonne gouvernance, la lutte contre l'insécurité et contre la corruption. - Organisation d'assises locales en vue de la décentralisation effective

- Les conseils de ministres seront délocalisés dans les provinces et dureront trois semaines

Politique économique

- Dans 5 ans, 3000 megawatts d'énergie seront produits à travers l'énergie solaire et les barrages hydrauliques
- Inciter les investisseurs à utiliser et à mettre en place des sources d'énergies renouvelables
- Protection à l'égard des investisseurs malgaches
- Instaurer l'autosuffisance alimentaire au bout de 3 ans
- Faire de Madagascar un des plus grands pays exportateurs de riz
- Concernant la pêche maritime, il a entendu dire que des licences ont été distribuées par favoritisme, ce qui est selon lui, inadmissible.

Politique sociale

- Inciter les agents de santé à travailler dans les zones reculées
- Rénover les hôpitaux dans les chefs-lieux de régions

Politique en matière de communication

- Instaurer la liberté d'expression
- Effectivité du droit des citoyens à l'information
- Appliquer la transparence en matière de gouvernance car un pays démocratique ne devrait pas avoir de « secret d'Etat ».

Politique sécuritaire

- Instaurer la paix avant la première année de mandat (le candidat souhaite garder le secret sur sa politique sécuritaire par crainte de plagiat, d'après ses dires)

Politique sociale

- Mise en place d'un guichet unique foncier regroupant la Justice, le Service foncier et les forces de l'ordre. L'équipe sera remplacée tous les 6 mois afin d'éviter la corruption et le copinage.
- Recruter des enseignants FRAM dans la fonction publique
- Gratuité des médicaments de base

<p>Mahafaly Olivier Solonandrasana</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution, mais le peuple disposera auparavant d'un délai d'un an pour s'approprier le texte. L'objectif est d'instaurer une Constitution durable comme celle des Etats-Unis et d'accorder davantage de pouvoir au peuple afin qu'il puisse prendre en main « son développement » - Augmenter de 15% les subventions étatiques accordées aux collectivités territoriales décentralisées <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'utilisation des énergies renouvelables dans toutes les régions du pays - Renouveler tous les contrats sur l'exploitation des richesses - Prioriser la construction de routes économiques. Dans trois ans, toutes les routes qui relient tous les districts seront construites - Promouvoir l'autosuffisance en matière de riz - Mettre en place un guichet unique pour la vente des produits/marchandises - Mise en place d'une facilitation des prêts bancaires - Insuffler la croissance économique grâce aux richesses du pays et réduire les appels aux bailleurs de fonds. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Eliminer la pauvreté pour permettre aux Malgaches d'accéder aux services de base en matière de santé, entre autres. - Gratuité des soins au début, mais quand les Malgaches seront riches, les soins redeviendront payants - Mise en place d'une couverture universelle de santé - Création d'une caisse de solidarité recevant la subvention de l'Etat, afin que les plus vulnérables puissent se soigner dans les centres de santé <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire de la lutte contre l'insécurité une priorité nationale - Etablir une cartographie des zones rouges - Renforcer le "dina be" (pacte communautaire en matière de sécurité) pour son intégration dans l'ordonnancement juridique <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer la peine privative de liberté des journalistes, mais imposer des amendes - Faire respecter l'éthique des journalistes pour éviter une liberté sauvage
--	---

**Tabera
Randriamanantsoa**

Gouvernance et système institutionnel

- Commencer par un référendum constitutionnel
- Mettre en place un fédéralisme malgache. Beaucoup pensent que les richesses d'une région seront utilisées pour développer cette région. Mais le fédéralisme malgache promu par le candidat vise à prioriser la cohésion nationale.
- Fonder une vraie nation
- Promouvoir le slogan « peuple souverain ». Ainsi, le candidat envisage de redonner le pouvoir au peuple
- Promouvoir la refondation nationale
- Réduire le nombre de ministères à 17
- Suspendre les salaires des députés pendant 2 ans ; mais ils obtiendront toujours des indemnités

Politique économique

- Adoption par chaque Etat fédéré d'une politique de création d'emplois
- Doter chaque Etat fédéré d'au moins une usine
- Contrôler les richesses nationales
- Rembourser les dettes à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire Internationale grâce à la vente des bois de rose
- Exploiter les richesses nationales et mettre en œuvre des stratégies d'utilisation des gains pour développer le pays.

Politique sociale

- 1- Tous les États fédérés seront dotés d'une école de médecine. Les étudiants sortants peuvent travailler efficacement et améliorer la santé de la population vu qu'ils connaissent la région : leur langage, leurs conditions de vie, les conditions météorologiques.

Politique de communication

- Les informations diffusées seront axées sur les informations de développement
- Les médias audiovisuels publics auront une autre mission différente de celles des médias privés
- Chaque Etat fédéré disposera de médias audiovisuels publics aussi puissants que ceux de la capitale
- Instaurer l'équité et l'égalité sur tous les plans.

Politique sécuritaire

- Eliminer la faim pour assurer la sécurité des biens et des personnes
- Améliorer l'accès à l'électricité

	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimer le secrétariat d'Etat à la gendarmerie et le ministère de la Sécurité intérieure afin que le Chef de district et le ministère de la Décentralisation instaurent leur autorité - S'assurer que le ministre de la Défense ne soit pas un Général pour que lui et l'Etat-Major général de l'Armée n'aient pas de conflits de compétence - Les hommes qui ont participé au service national se verront octroyer des indemnités pour les dissuader de devenir des voleurs
Andry Rajoelina	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre effectives la Constitution actuelle et des lois en vigueur. Il n'y a pas de mauvaise loi ni de Constitution parfaite. Le peuple malgache a surtout besoin d'un Président qui respecte la loi et la Constitution. Le non-respect de la Constitution a entraîné les différentes crises dans le pays. - Supprimer le Sénat qui est « budgétivore » - Instaurer une politique d'ouverture en faveur des autres tendances politiques en vue de la mise en œuvre de ses engagements politiques - Maintenir les structures existantes - Prioriser le développement au niveau local <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Priorités à la sécurité et à la lutte contre la corruption - Utiliser les nouvelles technologies pour lutter contre le vol de bovidés. Il va insérer une puce aux zébus avec une géolocalisation par satellite. Les propriétaires ayant plus de 50 zébus recevront gratuitement ces puces, mais ceux qui en ont moins peuvent les demander, impliquant des participations financières. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de formations professionnelles dans chaque région - Construire des universités - Promouvoir la santé mère-enfant et renforcer la lutte contre tous types de maladies, surtout les maladies transmissibles <p><u>Politique énergétique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des énergies renouvelables comme l'air, le soleil, les rivières. - Engagement à réduire de 20% le prix de l'électricité

	<p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Effectivité de la liberté d'expression à Madagascar <p>Le candidat a précisé qu'il ne fait pas de « projet » mais des « engagements » à travers le plan urgent social. Par ailleurs, il a critiqué le contenu du débat, et accusé les autres candidats de rappeler seulement le passé. Ses commentaires se sont adressés ouvertement aux candidats Ny Rado Rafalimanana et Marc Ravalomanana. Le candidat a demandé de ne plus parler de « coup d'Etat » en référence au départ du pouvoir de l'ancien Président Marc Ravalomanana en 2009, « vu que celui-ci a donné sa démission ». Le candidat a accusé le candidat Marc Ravalomanana d'avoir commis un « kidnapping économique ».</p>
<p>Erick Rajaonary</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer certains articles de la Constitution. L'éducation civique sur l'Etat et les principes républicains est primordiale avant de changer la Constitution. Cette éducation peut durer jusqu'à une année. C'est après 2 à 3 ans que la Constitution sera modifiée. Ainsi, il accepterait de prêter serment sur l'actuelle Constitution. - Supprimer les institutions étatiques jugées budgétivores comme le Haut Conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit et le Conseil économique, social et culturel. - Promouvoir l'implication des diasporas en leur donnant le droit de vote et leur permettre de déposer leur candidature à l'élection présidentielle même s'ils n'habitent pas à Madagascar, à condition d'avoir la nationalité malgache. - Mettre en place une décentralisation effective grâce aux fokontany <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La lutte contre l'insécurité se base sur la lutte contre la pauvreté. Il faut revenir aux valeurs malgaches du « Hasina maha-olona » (ou « vertu humaine ») - Renforcer la confiance entre la population et l'Etat - Instaurer des « dina » selon les régions ou inter-régions - Sanctionner les exportateurs de zébus - Augmenter l'effectif des forces de l'ordre et les matériels dont elles disposent - Engagement à réduire l'insécurité durant la première année de mandat <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la pauvreté par le changement de mentalité

	<ul style="list-style-type: none"> - Prioriser l'économie rurale. Doter les paysans de matériels et d'engrais - Autosuffisance alimentaire après un an de mandat - Promouvoir la participation des femmes au développement économique <p><u>Politique énergétique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les énergies renouvelables comme les éoliennes et le solaire - Utilisation de groupes électrogènes par les industries <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de nouvelles écoles - Mettre en place des cantines scolaires dans chaque fokontany - Renforcer la formation des enseignants - Instituer de nouvelles formations professionnelles. - Construction de nouveaux Centres de santé de base de niveaux 1 et 2 dans les zones rurales - Déploiement des médecins et des paramédicaux dans les zones rurales. - Augmentation du budget de ses CSB - Réduire le coût des médicaments - Création d'une entreprise pharmaceutique <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Instaurer un contrôle des communications vu que les informations peuvent engendrer des troubles - Aucune limite pour la couverture des radios. - Quand il sera élu, il ne tolèrera pas les films violents qui passent à la télé.
<p>Marcellin Andriantseho</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La décentralisation effective dépend fortement de la valeur que le Président de la République va donner au fokontany. Pour mettre en oeuvre la décentralisation effective, le Chef fokontany doit être élu. Et le fokontany sera équipé de matériels adéquats. Il n'y a pas besoin d'un Etat fédéral si cette décentralisation est effective. - La HCC a créé beaucoup de troubles. Ainsi, le président de la HCC sera un Président à vie, ou au moins pour 25 ans, afin qu'il n'ait plus peur d'être déchu.

- La Haute Cour de Justice n'a aucune utilité. Cet organisme n'est que la copie de la structure française.
- Les Sénats, moins de 15 membres, regrouperont des experts et connaisseurs de l'histoire de Madagascar. Les sénateurs pourront déposer une motion de censure.
- La Médiature de la République sera renforcée.

Politique économique

- Contrôler les richesses exportées, et promouvoir le secteur touristique sans construire de grands complexes hôteliers, mais à travers le tourisme de découvertes scientifiques et écologiques.
- Promouvoir la recherche. Ainsi, il va mettre en place un ministère de la Recherche scientifique. Les chercheurs vont descendre sur le terrain pour améliorer la culture de bananes et de la vanille.
- Madagascar n'a pas encore une énergie puissante. Le candidat entend utiliser des éoliennes au Nord du pays, et l'énergie solaire au Sud
- La politisation de la JIRAMA est la cause du problème de cette entreprise d'Etat

Politique sociale

- Le système éducatif actuel a formé des exécutants. Ainsi, il va changer le système éducatif pour former des dirigeants, des responsables, des chercheurs
- Les classes primaires seront obligatoires et gratuites
- Les étudiants auront des restaurants universitaires et seront invités à effectuer des prêts bancaires
- La promotion de la santé, la prévention et le curatif définissent la politique de la santé
- La gratuité de la santé peut être appliquée, mais seulement sur des personnes vulnérables
- Chacun doit souscrire dans une assurance santé et sociale. La santé de la population ne dépend pas des centres de santé mais des agents de santé et des matériels existants.
- Mettre en place un ministère de la Recherche en médecine
- Promouvoir la médecine traditionnelle

Politique de communication

- Remettre en place dans les marchés et les Communes, des halls d'information.
- Encourager au moins 20 journalistes d'investigation qui ne sont pas corrompus à partager des informations.

Le candidat a souligné qu'il fait partie des candidats membres du collectif qui revendique l'ouverture de la liste électorale.

<p>Ny Rafalimanana</p> <p>Rado</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le changement de la Constitution prend beaucoup de temps. La Constitution sera changée, mais ce ne sera pas une priorité - Le programme du candidat dénommé « Vatoeka » trouve son origine dans celui de l'ancien Chef d'Etat, le Colonel Ratsimandrava. Le « Vatoeka » et le « Plan Marshall » malgache ont été combinés dans le programme du candidat - Les fokonolona seront des collectivités décentralisées. Ils disposeront de pouvoirs de décision <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La population devrait être souveraine. Des experts ont fait l'audit des richesses de Madagascar depuis 2010, qu'ils ont évalué à 18.000 milliards de dollars. Madagascar enregistre une perte de 75.000 dollars par an sur la pêche. La solution est le « vatoeka » de Ratsimandrava. - Les investisseurs malgaches sont priorisés dans l'exploitation des richesses. - Madagascar utilise au minimum 7500 mégawatts d'énergie. Il va alors construire des barrages hydrauliques. - Mettre en valeur le gisement de gaz à Sakaraha <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat va demander aux investisseurs de créer des médicaments à Madagascar. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sa politique consiste à réengager les jeunes qui ont accompli leurs services militaires. <p>Le candidat a relevé plusieurs constats. A Madagascar, les politiciens sont tous propriétaires de médias, d'après ses dires. Après avoir entendu les discours des anciens Présidents, il pense qu'il ne devrait plus y avoir de problème de sécurité à Madagascar vu qu'il trouve leurs programmes parfaits. Mais, il s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces anciens Présidents ne les ont pas mis en œuvre pendant leurs mandats présidentiels. Les premiers responsables de l'insécurité sont les anciens Présidents puisque ce sont eux qui sont les premiers à violer la loi, selon le candidat. Le vol des zébus est un grand réseau mafieux. Comme le candidat travaille dans le secteur informatique, il a déjà mené un projet sur la puce insérée aux zébus, mais il a conclu que ce sont aux autorités étatiques qu'on devrait implanter des puces, mais non aux zébus. L'exportation des zébus a été promue par les anciens Présidents. Le problème réside dans le fait que c'est la mafia qui dirige le pays.</p> <p>Le candidat a accusé le système de service militaire d'avoir formé les jeunes pour devenir des voleurs puisque l'État n'a pas de budget pour les recruter. D'après l'analyse du candidat, les Chefs d'État se sont adressés aux bailleurs de fonds – comme la</p>
--	--

	<p>Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International – pour « vendre » la pauvreté des Malgaches. Ainsi, ils ont octroyé des fonds, ont donné des projets de développement, et interdit d'équiper les FDS pour qu'ils ne puissent pas entreprendre des coups d'État.</p> <p>Par ailleurs, l'année dernière, il a suggéré l'utilisation d'une technologie utilisant l'eau de mer pour obtenir de l'énergie, mais « le pouvoir étatique l'a saboté », selon ses dires. Enfin, il a fait appel plus particulièrement aux jeunes à voter pour lui.</p>
<p>José Andrianoelison</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La Constitution doit être changée. Quand il sera élu, il fera appel à tous les experts pour son élaboration. Mais cela ne devrait pas être fait et adopté dans la précipitation. La Constitution actuelle stipule que le projet de révision de la Constitution doit être approuvé par les trois-quarts des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat. - Son projet de société se base sur la souveraineté du peuple malgache. Les chefs fokontany seront à élire. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La population devrait être souveraine. La lutte contre la pauvreté est une action quotidienne entreprise par l'Etat et la population. - L'économie ne devrait pas être le seul pilier de développement. - Exploiter l'énergie renouvelable. - L'énergie, surtout l'électricité doit être gérée par l'Etat mais non par des étrangers puisque le développement dépend de l'énergie. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'éducation sera gratuite. L'éducation est un moyen pour lutter contre la pauvreté. - L'Etat doit financer la cantine scolaire dans toutes les écoles publiques, même si cela va lui coûter très cher. - L'Etat devrait inciter d'abord les investisseurs à œuvrer dans le secteur de la santé. - Une réforme sur la formation des paramédicaux est de mise <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'insécurité ne se combat pas à travers des stratégies, mais à travers l'entraide de la population malgache. La population doit instaurer un Etat puissant. S'il n'y a pas d'assainissement de toutes les structures concernant de loin ou de près la sécurité, les discussions seront inutiles, quand bien on misera sur la technologie et les équipements.

	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut restaurer la confiance de la population envers les Forces de défense et de sécurité (FDS). C'est le devoir du Chef de l'Etat. - Le candidat se dit étonné de la stratégie qui consiste à mettre des puces aux zébus alors que beaucoup d'enfants n'ont pas encore d'acte de naissance. <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'objectif de l'ORTM devrait être, de tisser des liens entre les populations dans tout Madagascar. - Le candidat prévoit de changer la nouvelle loi sur la communication médiatisée
<p>Marc Ravalomanana</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Entamer des pourparlers avant de réviser la Constitution - Renforcer la décentralisation effective et la réconciliation nationale - Les trois grandes structures : l'Etat central, les régions, et les communes seront renforcés pour le développement rapide du pays. Les Chefs de régions seront à élire. - L'énergie et l'instauration de la confiance entre l'Etat, la Justice, les forces de défense et de sécurité et la population seront les priorités - Le candidat va mettre en place l'e-gouvernance <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La croissance économique est le pilier du développement du pays - Pour lutter contre la pauvreté, il faut créer des emplois, promouvoir des entreprises PME-PMI. - Renforcer les relations au niveau international, vu que 87% de fonds utilisés à Madagascar proviennent de l'étranger. La coopération avec des partenaires financiers et techniques doit être renforcée, ainsi que la désignation des ambassadeurs - En termes d'énergie, il faut combiner avec les technologies modernes comme les éoliennes. Les Allemands peuvent les donner gratuitement. - La société JIRAMA ne sera jamais privatisée - Poursuivre la construction des Centres de santé de base (CSB) et les doter des matériels adéquats - Les problèmes de santé seront résolus grâce à une maîtrise de l'alimentation et des soins médicaux

	<p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le projet « kit scolaire » - Mettre en place des cantines scolaires. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La priorité est de restaurer une Justice compétente et protéger le peuple et ses biens. Les forces de défense et de sécurité (FDS) seront équipées ; - Pour restaurer la paix, il faudrait restaurer la confiance entre les dirigeants et la population, la confiance de la population envers la Justice et les FDS. - Récupérer les armes qui se sont dispersées en 2009. <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renouveler le bâtiment de la RNM - Accorder la liberté d'expression à la RNM - Les journalistes doivent respecter l'éthique, surtout que maintenant, les médias sont devenus des marchandises - Les G20 ont déclaré qu'ils peuvent aider les pays en voie de développement à travers la dotation d'Internet moins cher <p>A cause de la crise, de l'insécurité et de la faim, la population ne fait plus confiance au pouvoir étatique, constate le candidat. Le taux de croissance économique en 2008 a été de 7,5% et en 2009, il a baissé à 3%. Pendant son mandat, 5 milliards de dettes ont été effacées. Après le coup d'Etat et pendant la Transition, Madagascar a été sanctionné par les bailleurs de fonds et les Malgaches en ont été victimes. Il faut rappeler à toute la population que l'insécurité s'est aggravée depuis 2009. Avant 2008, Madagascar ne connaissait pas les kidnappings et les paysans ne s'enfuyaient pas dans les champs. L'insécurité est due au coup d'Etat de 2009 qui a provoqué la récession économique de Madagascar. D'une part, les gens n'ont plus de travail ; d'autre part, ils ont obtenu des armes qu'ils utilisent pour voler ou tuer, ou louer aux malfaiteurs.</p>
<p>Serge Imbeh Jovial</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution en moins d'un an. - Mettre en place des régions autonomes. Ainsi, le candidat veut promouvoir l'autonomie régionale, sur le plan politique, financier et administratif. - Augmenter de 5 fois le budget affecté aux Collectivités territoriales décentralisées ou CTD.

	<p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat ne va pas supprimer le Marché Interbancaire de Devises ou MID car le prix fixe monétaire va engendrer une crise. - Chaque région sera dotée d'une centrale énergétique - Exploiter l'énergie solaire et éolienne - Instaurer l'équilibre budgétaire <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une grande partie du budget de l'Etat sera affecté à la santé. Aucun dirigeant ne sera évacué à l'étranger car les hôpitaux seront mieux équipés - Construction d'hôpitaux de proximité <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de zone de défense spéciale - Utilisation d'un nouvel équipement qui coûte 8 millions de dollars capable de contrôler 498 km de territoire grâce aux satellites. <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Trouver un moyen d'utiliser des outils pour l'éducation et la sensibilisation du peuple
<p>Jean Jacques Ratsietison :</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution - Organiser un référendum sur l'autorisation aux étrangers d'acheter des terres. Si le peuple vote le « non », toutes les terres déjà acquises par les étrangers seront restituées à l'Etat malgache ou à leurs anciens propriétaires. Des articles dans la Constitution sont favorables à la population comme la gratuité de l'éducation ; mais il faut les appliquer. - Valoriser le Fokontany et le Fokonolona : 20 personnes travailleront dans le Fokontany. Les chefs fokontany seront à élire et deviendront des fonctionnaires puisqu'ils auront des responsabilités dans la lutte contre l'insécurité, la gestion foncière, la délivrance des documents administratifs comme les actes de décès, de naissance, et l'assainissement.

	<p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Fokontany ont le rôle de diffusion d'information à la population. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer le MID. Quand le MID sera supprimé, Madagascar ne cherchera plus de bailleurs de fonds étrangers. - Un mois après la mise en place du gouvernement, tous les prix des produits importés seront réduits de moitié - Rectifier la mauvaise gouvernance de la JIRAMA. - Le candidat va contrôler les richesses du pays et promouvoir l'éolienne et le solaire dans sa politique énergétique. - L'IRSA et l'IRGA seront réduits de 50%. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les maîtres FRAM et les contractuels seront recrutés en tant que fonctionnaires. - Toutes les écoles publiques, environ 20000 seront réhabilitées, ce qui permettra de créer des emplois. - Appui financier aux personnes âgées, aux veuves et aux mères célibataires. - L'éducation sera gratuite. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exportation de zébu sera qualifiée de crime. <p>Le candidat dénonce que ses affiches de propagande ont été déchirées car des personnes malintentionnées ne veulent pas que la population connaisse ses projets et le contrat qu'il a établi avec le peuple malgache. Ce contrat mentionne qu'il va démissionner de la Présidence si son projet ne fonctionne pas.</p>
Eliana Bezaza	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution ; et revenir à la Constitution de la Première République - Priorité à l'autonomie communale. Chaque commune se chargera de la conception de son projet de développement, ainsi que de son budget de fonctionnement - Supprimer la Primature et mettre en place un Vice-Président. Et pour cause, d'après les anciens ministres et aussi candidats en lice à la présidentielle, pendant leurs mandats, ils ne pouvaient pas prendre de décisions, ils ne faisaient alors que dépenser. - Les autorités locales comme les Ampanjaka, Sojabe, Tangalamena remplaceront les sénateurs

- Les candidats ayant obtenu des pourcentages élevés dans les suffrages seront d'office des sénateurs
- Les décisions prises par le Président seront étudiées par des comités d'expert
- Nous adopterons le même système que celui de la Première République. La Loi de finances sera proposée par les communes car c'est là-bas que le développement commence.

Politique économique

- Nous avons beaucoup de sources d'eau à Madagascar. Ainsi, chaque fokontany aura accès à l'eau potable.
- Concernant l'électricité, Madagascar n'utilisera plus de fuel mais d'autres sources d'énergie.
- La lutte contre la pauvreté commence par la production et la lutte contre la corruption. Même si un miracle peut survenir grâce à la suppression du MID après un mois, il faut tenir compte de la durabilité de cette initiative.
- Construction de nouvelles villes.
- Mise en place de zones détaxées, par exemple Sainte-Marie et Nosy-Be.

Politique sociale

- Chacun doit verser des cotisations pour assurer une éducation pour tous et gratuite
- Changer le programme scolaire
- Des hélicoptères seront disponibles pour l'évacuation d'urgence des malades
- Des coopératives seront mises en place pour permettre aux communautés locales d'avoir des médicaments à proximité et gratuitement

Politique sécuritaire

- Pendant la Première République, chaque citoyen détenait une carte de recensement (karatr'isan-dahy). C'est une manière de contrôler les statuts de chaque citoyen. L'Etat n'a pas de budget pour instaurer la sécurité. 80% des jeunes malgaches sont chômeurs. Ainsi, ces jeunes seront appelés à accomplir le service national afin de lutter contre l'insécurité. Ils seront indemnisés au moins 100.000 Ariary par mois.
- Demander aux Généraux et Colonels qui n'ont pas de poste à prendre leur retraite vu qu'ils sont plus de 1000 et « ne font que du business ».

Politique de communication

- Favoriser la liberté de presse. Les journalistes ont été formés, ils doivent connaître les limites de cette liberté.

	<p>La candidate a rappelé qu'elle a signé une requête avec d'autres candidats pour l'ouverture de la liste électorale et pour dénoncer la mobilisation massive d'argent par d'autres candidats. Madagascar ne mérite pas, selon elle, d'être dirigé par un Président « dahalo ».</p>
<p>Jean Louis Zafivao</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer de Constitution dans 3 à 4 ans. - Selon la Constitution de la IV^e République, le Chef de région est le premier responsable de la région qui est autonome financièrement et administrativement. « Le Chef d'Etat pendant la transition et le Président sortant n'ont pas appliqué ces articles car ils ont voulu gérer tout seul le budget de l'Etat ; et la HCC ne les incite pas à les appliquer », dénonce le candidat. Ainsi, quand il sera élu, il va appliquer ces articles. - Les pouvoirs consultatifs composés de techniciens et de juristes seront consultés avant de prendre des décisions. - Le Chef de région sera un élu, afin d'instaurer l'autonomie régionale. Chaque commune, ainsi que chaque région va utiliser les recettes de l'Etat et une partie seulement de ces recettes sera versée à l'Etat central. - Les inspecteurs d'Etat contrôleront le gouvernement et les Chefs de région. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - D'après la Banque Mondiale et le FMI, Madagascar est le pays qui accorde le moins de budget aux communes, et c'est l'une des raisons de notre pauvreté. - Construire des centrales électriques de charbon de terre afin d'avoir des industries de transformations pharmaceutiques. - La construction des écoles et des dispensaires fera partie des projets de société des communes. - 3 milliards de tonnes de charbon de terre sont produits à Sakoa. Le projet énergétique consiste à construire des centrales électriques de charbon de terre dans les 18 mois de mandat. Ainsi, le prix de l'électricité sera réduit de 50 %. Construire en même temps une centrale hydraulique, mais sa construction devra prendre entre 4 à 5 ans. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les grilles indiciaires des enseignants - L'autonomie financière de chaque commune lui permet de mettre en place un dispensaire, ainsi que des bus scolaires, et de construire des cités pour investir dans la vente-location.

Omer Beriziky

Gouvernance et système institutionnel

- Il n'approuve pas la Constitution actuelle. Il prévoit dans la nouvelle Constitution, des points relatifs à la reconstruction et à la refondation. Ainsi, il va changer la Constitution en organisant un référendum qui permettra aux citoyens de choisir entre un Etat Fédéral et un Etat unitaire.
- Changer toute la structure étatique. Après 6 mois de mandat, toutes les structures étatiques seront mises en place
- Dépolitiser l'Administration
- Le Conseil de Fampihavanana malagasy ou CFM et aussi la Cour électorale spéciale sont utiles, mais il faut inclure dans la Constitution leurs attributions et les critères de sélection des membres
- Le candidat ne trouve pas l'utilité du Sénat qui est un réservoir de partis politiques.
- Notre diplomatie devrait se baser sur la diplomatie économique.
- Prioriser la décentralisation budgétaire des régions

Politique économique

- La production agricole et l'exportation ainsi que le tourisme seront la base de l'économie
- Utilisation d'énergies renouvelables
- Libéralisation progressive de la société JIRAMA en donnant place à la concurrence
- Accès à l'électricité dans les zones rurales

Politique sociale

- Supprimer les maîtres FRAM et donner des formations aux enseignants
- Intégrer l'éducation civique dans le programme scolaire
- Augmenter le nombre de CSB 1 et 2
- Les soins doivent être gratuits
- Les médicaments seront à moindre prix
- Création de mutuelles et assurances de santé
- Détaxation des produits pharmaceutiques

Politique sécuritaire

- Renforcement des moyens et des matériels des FDS
- Mise en place de postes de gendarmerie de proximités
- Réhabilitation des casernes militaires

	<p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appliquer le Code de la communication. - Organiser une concertation avec les acteurs médiatiques pour contrôler les médias de façon rigoureuse
<p>Haingo Rasolofonjoa</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser un référendum constitutionnel pour y inclure une garantie de la sécurité des citoyens et de la souveraineté de l'Etat - Mise en place d'un organe de contrôle des ministères - En l'absence d'une décentralisation effective, les collectivités territoriales décentralisées ne peuvent pas prendre de décisions mais doivent attendre les ordres de l'Etat central. Il promet ainsi l'autonomie des collectivités territoriales décentralisées et prévoit d'y mettre en place un système de prise de décision et de gestion financière <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrir des formations en matière d'élevage, d'agriculture, et de pêche - Création d'emplois - Toutes les matières premières devront être transformées avant d'être exportées (comme l'or en lingot). - Exploiter l'énergie renouvelable surtout l'énergie solaire - Créer une industrie qui produit des plaques solaires, avec pour objectif que 75 % des Malgaches utilisent l'énergie solaire. - Redéfinir le concept de défense du territoire en tant qu'Etat souverain <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Former les éducateurs et les enseignants - Mettre en place un système satellitaire pour l'éducation dans les zones rurales - Mettre en place un centre de recherche scientifique et technologique - Améliorer les hôpitaux dans toute l'île - Les médicaments de base seront gratuits - Promouvoir l'e-médecine - Vulgariser l'usage technologique pour améliorer l'éducation, la santé, et le management à travers des satellites de communication rurale.

<p>Rakotofiringa Richard Razafy</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adopter une nouvelle Constitution qui soit le résultat d'une discussion consensuelle avec le peuple malgache - Redéfinir le concept de défense du territoire pour préserver la souveraineté de Madagascar <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploiter les carburants contenus dans le Canal de Mozambique. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer le système éducatif afin que les enfants malgaches puissent espérer une carrière professionnelle exceptionnelle. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Doter les militaires de matériels, en adoptant une loi s'y rapportant - Tous les chrétiens ont le devoir de lutter contre les délinquants à col blanc
<p>Arlette Ramaroson</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution - Rectifier les failles contenues dans le Code minier, le Code de communication et le Code électoral - Appliquer les résolutions onusiennes, en vue de la restitution des Îles éparses. Il s'agit de revendiquer les Îles éparses qui regorgent 16 milliards de barils de pétrole - Organiser une consultation populaire sur la décentralisation - Prôner la bonne gouvernance : les anciens Présidents devraient effectuer une déclaration de patrimoine - Tous les étrangers qui ne cherchent que leurs intérêts personnels seront expulsés - Etablir une convention entre le Chef de l'Etat et la population, comme au Rwanda. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un contrôle serré des richesses par le biais des bureaux maritimes de contrôle - Engager une grande réforme économique. Tous les contrats conclus par l'Etat avec les étrangers seront révisés et annulés, surtout celle relative à la Zone économique spéciale. - Madagascar sera un pays moderne et fort économiquement, grâce à la restitution des Îles éparses

	<p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre l'école obligatoire et gratuite pour tous. Les parents qui ne laissent pas leurs enfants aller à l'école seront sanctionnés - Accorder des bourses aux étudiants malgaches pour qu'ils puissent étudier à l'étranger - Faire bénéficier le peuple des richesses de Madagascar - Gratuité de soins <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fermer la frontière malgache et investir dans les hélicoptères et les bateaux qui contrôlent les frontières. Si des richesses du pays sortent par voie aérienne, des tirs seront ordonnés à l'encontre des malfaiteurs. <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prôner la liberté d'expression. Tout le monde peut s'exprimer mais dans les limites des lois en vigueur. <p>La candidate a souhaité savoir : où sont les richesses de Madagascar, surtout les pierres précieuses ? Pourquoi faire des exploitations draconiennes et vendre les richesses issues de ces exploitations aux Chinois et aux Indo-pakistanaïses ? Vu que le peuple malgache sera la priorité, les Chinois et les Indopakistanaïses seront chassés du pays. La candidate dénonce aussi que des candidats à la présidentielle ont vendu des terrains aux étrangers.</p>
Paul Rabary :	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution - Mettre en place des régions autonomes. L'autonomie régionale sera appliquée sur le plan financier et administratif - Les Chefs fokontany seront à élire - Les ministères seront réduits au nombre de 15 - Les fêtes à Iavoloha : de Nouvel an et la Fête de l'indépendance, seront supprimées. - Aucune nouvelle infrastructure ne sera inaugurée - Limiter les déplacements à l'étranger qui s'apparentent à des vacances - Aucun déplacement du Président à l'étranger pendant 5 ans

- Supprimer la Primature
- Augmenter de 5 fois le salaire de Chef fokontany et de 10 millions la subvention de chaque commune
- Utiliser la technologie pour supprimer l'utilisation de papier pour les documents administratifs comme les certificats de résidence et les actes de naissance

Politique économique

- Tamatave sera la capitale économique
- Accorder des fonds d'investissement aux jeunes qui ont des projets
- Réaliser des opérations de semence et d'engrais et de plaques solaires pour les paysans
- Installer des barrages hydrauliques pour produire de l'énergie
- Construire des lacs artificiels pour conserver l'eau de pluie et construire une pompe à eau solaire
- Créer et réhabiliter des ports, des routes et des aéroports

Politique sociale

- Créer des emplois pour les jeunes. Mettre en place pôle emploi pour les jeunes diplômés
- Prioriser une main d'œuvre jeune non qualifiée dans la mise en œuvre des travaux de création d'infrastructures
- 5000 enseignants seront recrutés pendant 5 ans. Il n'y aura plus de contractuels pendant 6 ans. Inclure dans leurs anciennetés la période contractuelle. Augmenter l'indemnité de craies à 100.000 Ar, inclure des indemnités de zone (zone 1 : 100.000 Ar et zone 2 : 200.000 Ar).
- Chaque commune aura deux lycées : d'enseignement général et d'enseignement professionnel.
- Recruter 1000 médecins fonctionnaires par an, et 5000 paramédicaux
- Gratuité des centres de maternité et du service d'urgence
- Les CSB I et II seront équipés
- Mettre en place une couverture universelle de santé
- Tous les fonctionnaires seront pris en charge par l'Etat. Les autres fonctionnaires ayant contracté avec la Caisse Nationale de prévoyance sociale seront assurés par l'entité, et les sans-emplois à travers un système de protection sociale

Politique sécuritaire

- Effectuer un inventaire des armes à feu. Toutes les armes à feu seront rendues à l'Etat. Seules les FDS pourront détenir des armes à feu ; mais ils ne pourront pas les emmener chez eux.

	<ul style="list-style-type: none"> - Pour lutter contre le vol de zébus, il propose de supprimer les fiches individuelles de bovidés et les carnets de zébus, pour les échanger contre des puces électroniques ; et d'interdire l'exportation des zébus - Supprimer le service militaire - Créer une armée professionnelle mais non des armées de circonscription <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bannir la censure : tout le monde pourra ouvrir une entreprise de média. - Accorder une couverture nationale à tous les médias qui le souhaitent - Le candidat a partagé son numéro de téléphone au public
<p>Joseph Martin Randriamampionona</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution. Mettre en place un régime présidentiel - Supprimer le Sénat - Mettre fin à l'impunité des députés et des ministres - Le découpage régional est adéquat, mais la décentralisation du pouvoir n'est pas encore effective <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire des routes grâce à l'exploitation des richesses de Madagascar - Améliorer l'accès à l'énergie grâce à l'exploitation des richesses de Madagascar - L'électricité et l'eau potable seront fournies à toutes les communes de Madagascar <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'enseignement sera en expression française et anglaise - Chaque commune sera dotée d'au moins 50 écoles par an - Les universitaires seront logés dans des cités respectant les normes et leurs bourses d'études seront augmentées de 80.000 à 100.000 Ar pour les étudiants en première année, et de 300.000 Ar pour les étudiants en troisième année. - Construire des hôpitaux qui seront dotés de scanner et d'appareils d'analyses biologiques dans tous les districts - Les communes seront dotées d'un hôpital mère-enfant et d'une maternité - Les services de maternité, pédiatrique et d'urgence seront gratuits

	<p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Opérer des contrôles au niveau des médias <p>Le candidat a critiqué les anciens Présidents qui sont candidats à la présidentielle. Selon lui, ces ex Présidents jouissent de la double nationalité et de ce fait, leurs patrimoines sont éjectés dans des banques à l'étranger. Par ailleurs, il dénonce que « le Président ait cautionné les agissements des Colonels et des Généraux en fonction qui ont donné des armes à des voleurs pour accomplir leurs actes criminels ». Il a aussi dénoncé que pendant les conseils des ministres et de gouvernement, il a demandé (lorsqu'il était ministre de l'Elevage) d'arrêter le déplacement des zébus pendant 1 mois, mais que le Président et le Premier ministre n'ont pas pris en compte sa demande. Beaucoup de Chefs de région font souffrir le peuple car ils collaborent avec les voleurs de zébus et les exploitants illicites, a-t-il indiqué. Par ailleurs, « le journal L'Observateur a été payé par un conseiller du Président sortant pour diffuser de fausses informations selon lesquelles il aurait, pendant son mandat de ministre de l'Elevage, vendu l'abattoir d'Ankadindratombo », dénonce le candidat.</p>
<p>Rakotomamonjy Jean Max</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution. - La décentralisation effective sera basée sur le fokontany. Ainsi, le fokontany deviendra une collectivité territoriale décentralisée. - Afin d'éviter les déséquilibres territoriaux, le candidat va promouvoir la coopération interrégionale et intercommunale. - Lutter contre la corruption et restaurer l'Etat de droit. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrir des formations professionnelles selon les besoins des jeunes et de chaque localité - Développer l'esprit entrepreneurial - Développer l'énergie biomasse, éolienne, solaire, et construire des barrages hydrauliques. Chaque collectivité territoriale s'associera avec des organisations pour mettre en place des énergies renouvelables adaptées à la localité - Encourager la création de PME et PMI

	<p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Revenir au système éducatif de la I^{ère} République qui a adopté un équilibre entre l'expression française et malgache - Donner la même chance à tous les enfants malgaches dans l'éducation - Promouvoir les formations professionnelles et les recherches scientifiques - Soins médicaux gratuits pour tous. - Chaque commune devra se doter d'un dispensaire. Les dispensaires existants seront dotés de matériels et réhabilités. <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une surveillance du territoire par satellite. - Faire respecter la loi et renforcer les mesures de sécurité - Protéger la frontière maritime en utilisant les nouvelles technologies <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liberté d'expression dans les médias publics - Tout le monde pourra se voir octroyer une licence pour la création d'une entreprise audiovisuelle
<p>Rabarihoela Bruno</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prôner un régime basé sur la transparence, la vérité, l'équité et la justice - Réduire les dépenses publiques. Le nombre d'institutions administratives sera réduit comme celui des départements ministériels - Les Chefs fokontany seront à élire. Il s'agit de donner au fokontany sa valeur et de vraies responsabilités. Le fokontany ne sera pas une collectivité. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduire le prix des produits de première nécessité, surtout celui du riz - Restituer les terrains aux Malgaches afin qu'ils puissent travailler - Assainir la finance publique - Ouvrir des centres de formation professionnelle - Revalorisation l'Ariary - Revendiquer les richesses du pays

	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des emplois en favorisant l'exportation et en limitant l'importation - Tous les chefs-lieux de région seront électrifiés. Les énergies issues des carburants, des barrages hydrauliques, de l'éolienne et du solaire seront combinés pour atteindre ces objectifs. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Priorité à l'éducation et aux formations professionnelles - Gratuité des soins y compris des médicaments et des chirurgies, en fonction de critères de sélection préétablis <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une unité d'élite qui forme des commandos. Cette unité sera en charge de poursuivre les voleurs dans les zones urbaines et rurales - Créer une Cour de justice spéciale pour juger les voleurs. <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les médias seront contrôlés par l'Etat, dans la mesure où ils sont les propriétés de politiciens
Mailhol Dieu Donné	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution non pas à travers un référendum mais par le biais d'une élection durant laquelle les électeurs vont choisir entre un Etat unitaire, un Etat fédéraliste, une autocratie, une monarchie et une théocratie. En tant que Pasteur, il préfère la théocratie mais la population malgache ne peut pas encore admettre cette forme de régime, de son avis. Ainsi, il pense que la décentralisation totale ou le fédéralisme peut être adapté dans le contexte malgache - Prôner la décentralisation effective basée sur le fokontany et le fokonolona - Mettre en place une fonction publique territoriale dans chaque fokontany, commune et région. Ainsi, chaque localité peut recruter des fonctionnaires, utiliser les recettes qui entrent dans le budget de l'Etat et 10% seulement de ces recettes seront envoyés au budget général de l'Etat, et 90% seront utilisés pour développer la localité <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôler les richesses minières pour lutter contre la pauvreté. Tous les exploitants doivent reverser au moins 30% de leur bénéfice à l'Etat malgache mais non plus 1%. Les 10% de part de l'Etat seront versés à l'Etat central, et les 90% serviront à construire des routes et à installer des usines pour chaque région

- La société JIRAMA fournira de l'électricité aux grandes entreprises et usines. Les foyers utiliseront des énergies renouvelables
- Une mesure d'accompagnement des entreprises étatiques, surtout de la JIRAMA sera prévue
- Les directeurs des entreprises étatiques présenteront des rapports techniques et financiers deux fois par an devant le Sénat et les députés
- Les ministères, la Primature et la Présidence devront payer leurs factures d'électricité et d'eau

Politique sociale

- Dans le secteur de l'éducation : des cantines, des bus scolaires, et des distributions de kits scolaires seront prévus
- Dans le secteur de la santé : le salaire des médecins et des agents de santé sera augmenté, tandis que les soins et les médicaments seront gratuits.
- Chaque commune sera dotée d'une ambulance et d'une pharmacie communautaire que l'Etat va ravitailler
- Mise en place de fonds national de santé

Politique sécuritaire

- Pendant 30 ans, l'exportation de zébus sera interdite. Les exportateurs et les voleurs de zébus seront emprisonnés jusqu'à leur 70 ans
- Adopter les « dina » pour chaque région

Politique de communication

- Prôner la liberté d'expression dans les médias publics
- Tout le monde pourra créer une entreprise audiovisuelle
- Augmenter les salaires des journalistes et des acteurs médiatiques dans les médias publics et privés, afin qu'ils ne deviennent pas des journalistes « terroristes »
- Les journalistes qui obtiennent des informations sur les différents trafics recevront des primes

Le candidat s'interroge sur le fait que les candidats qui utilisent des hélicoptères pendant la campagne électorale ne les utilisaient pas pendant qu'ils étaient au pouvoir, pour chasser les voleurs. Il dénonce aussi la présence massive des FDS avec leurs véhicules et leurs gilets par balle lorsque le collectif de candidats à la présidentielle a déposé sa requête auprès du Chef de l'Etat par intérim et de la Haute Cour Constitutionnelle pour demander la réouverture de la liste électorale.

<p>Rasolonjatovo Falimampionona</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution et les structures étatiques. Le Sénat n'étant pas vraiment utile, le candidat propose d'instaurer à sa place, un Conseil des sages composé des anciens présidents de la République et des anciens présidents de l'Assemblée nationale. Le nombre de conseillers sera fixé à environ une trentaine. Le candidat propose aussi d'adopter une nouvelle Constitution puissante qui ne pourra être changée que dans 100 ans. - Accorder davantage d'autorité au Chef fokontany qui sera un élu. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prôner une lutte contre la pauvreté basée sur le développement du secteur agricole et de l'élevage. Pour ce faire, il convient de promouvoir les coopératives agricoles - Construire des usines de transformation des produits issus du secteur primaire - Instaurer la bonne gouvernance des richesses minières. Madagascar ne va plus exporter de l'or. L'or servira à renflouer les réserves nationales afin d'augmenter la valeur de l'Ariary <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le nombre d'unité spéciale dans les zones rouges qui disposeront de matériels adaptés - Mettre en place le « dina » et le « andrimasom-pokonolona » (traduction libre : « vigile communautaire ») - Poursuivre les délinquants à col blanc - Mettre en place des unités spéciales d'urgences qui contrôleront les caméras de surveillance
<p>Radavidson Andriamparany</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les citoyens sur l'importance et la teneur de la Constitution. Ensuite, il convient de lancer des discussions autour de cette Constitution au niveau de chaque région. Le peuple décidera alors s'il veut changer la Constitution ou non - Aucun développement ne peut se faire sans la cohésion nationale. D'ailleurs, son projet de société basé sur l'équité. Le président de la République doit se montrer juste, et punir les corrompus. Il doit être un modèle pour la population par rapport à la cohésion - Inclure dans la loi de finances : les budgets provincial, régional et communal et surtout, les fonds de développement - Mettre en place une nouvelle structure pour faciliter la mise en œuvre de la décentralisation effective. La politique de développement des communes sera mise œuvre par la collectivité

	<p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'insécurité est le résultat de la corruption. Aussi, il va mettre en place un comité de sécurité régional - La répartition des richesses à Madagascar est injuste. C'est le rôle du Président d'assurer une répartition équitable, que ce soit au sujet de la construction des routes, de l'éducation, de la Justice, ou de la sécurité. Les grands écarts entre les riches et les pauvres doivent être réduits, surtout qu'aujourd'hui il n'y a plus de classes moyennes. Si les répartitions de richesses sont équitables, il est plus facile de développer au niveau social et économique. - En matière d'énergie, la construction des barrages hydrauliques est une priorité, même si cela va durer jusqu'à dix ans. Madagascar ne peut promouvoir l'industrie, s'il n'a pas de source d'énergie puissante. Vu que l'Etat actuel ne peut plus contrôler les sources d'énergies, il faut mettre en place une politique de répartition de l'énergie dans toute l'île. <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La politisation de l'éducation est responsable du problème au niveau de l'éducation nationale. Des experts malgaches en matière d'éducation vont élaborer une politique d'enseignement et un programme scolaire - Octroyer des aides aux parents à travers les kits scolaires et les cantines scolaires - Les soins médicaux des enfants de moins de 5 ans seront gratuits, ainsi que des personnes en situation d'handicap. - Les chirurgies urgentes seront gratuites. - Les élèves seront couverts par des assurances santé - La politique de santé sera différente d'une région à l'autre <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire régner la Justice qui est le pilier du développement <p><u>Politique de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrôle de l'application de la Loi sur la communication doit être rigoureux.
Didier Ratsiraka	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changer la Constitution et la loi électorale <p>Le candidat a choisi de passer son tour à l'évocation de la question sur la Constitution qu'il souhaite prôner. Il a indiqué que le temps lui manquera s'il va répondre à cette question ; mais qu'il allait donner sa réponse dans les autres questions.</p>

	<p>Sur la question de la sécurité, Didier Ratsiraka a rappelé que pendant ses mandats, les jeunes ont effectué des services nationaux dans toute l'Ile. « De nos jours, les parents ne donnent pas la permission à leurs fils et leurs filles d'y aller », dénonce-t-il. La sécurité dépend, selon lui, de la stabilité politique. Or, depuis 2002, il dénonce qu'il y a eu 10 à 12 Premiers ministres ; alors que pendant ses 21 ans de mandat, il n'a eu que 6 Premiers ministres.</p> <p>Dans le volet économie, le candidat a répondu à l'accusation selon laquelle tous les Présidents qui se sont succédé depuis 1958 ont appauvri le pays. Il a rappelé alors qu'il a créé des industries à Madagascar. Il faisait appel à des Cubains pour créer notamment, la société SIRAMA. Maintenant, des investisseurs malgaches veulent restaurer la SIRAMA Nosy-Be ; mais ils ont été bloqués à cause des mafias dans cette localité, témoigne le candidat. Dans le même sens, Tsimiroro est actuellement exploité par Mada Oil et n'appartient donc plus à l'Etat malgache, constate-t-il.</p> <p>Par rapport à la politique en matière d'éducation, le candidat a indiqué qu'il a construit le plus d'écoles et le plus d'universités dans tout le pays, comme les universités dans toutes les provinces, les lycées dans les Fivondronana et les collèges dans toutes les communes.</p> <p>Le candidat a présenté un dossier sur lequel il est indiqué que le nombre de cartes électorales imprimées sont de 10 millions vu les 9 millions d'électeurs recensés, ce qui est évident. Mais d'après ses dires, 1.849.000 cartes d'électeur ont été imprimées le 10 octobre ; et 1 million de cartes ont été imprimées cette semaine (du 28 octobre 2018). Il s'interroge alors sur l'utilité de toutes ces cartes électorales. Par ailleurs, le candidat a évoqué l'accord politique signé entre trois candidats, voire 2 candidats parce que Marc Ravalomanana a déclaré qu'il n'a pas signé ledit accord. Ainsi, il demande que cet accord avec ses 14 articles soit publié dans le Journal Officiel et les médias.</p>
<p>Jules Etienne Rolland</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Supprimer le Conseil de Réconciliation nationale ou CFM et mettre à la place, un Comité de Sages regroupant les Tangalamena et les anciens Présidents qui ont su diriger le pays - Changer la structure étatique : le chef Fokontany sera un chef fokonolona. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une décentralisation totale et l'exploitation des richesses sont les piliers du développement. La décentralisation exige une politique de logement, d'infrastructure routière et sanitaire. Pour l'exploitation des richesses, les Malgaches vont obtenir plus de bénéfices que les étrangers - Créer une industrie de transformation - Promouvoir le secteur touristique - Construire l'autoroute de l'amitié que Didier Ratsiraka a indiquée

	<p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Octroyer des kits scolaires et mettre en place une cantine scolaire pour laquelle les parents participeront mais de manière minime - L'éducation civique sera réintégrée dans le programme scolaire - Les collégiens de moins de 16 ans seront boursiers - Les concours d'entrée dans les universités et écoles nationales seront gratuits - L'enseignement comportera un volet concernant les spécificités de chaque région et ses richesses - Mettre en place un complexe sportif dans tous les districts <p><u>Politique sécuritaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le fokonolona va travailler avec les patrouilles mixtes - Les « dynam-pokonolona » seront renforcés <p>Le candidat se dit du même avis que Didier Ratsiraka. Selon lui, la politique malgache est de tromper la population, de vendre le pays. Ainsi, concernant la lutte contre la corruption, si les électeurs votent pour l'un des anciens Présidents qui se sont rendus coupables de corruption, la corruption ne sera jamais éradiquée, de son avis. Par ailleurs, lorsqu'il a été ministre de l'Economie, il a pu selon lui, obtenir les engagements de 1582 partenaires, comme la SIRAMA Nosy-Be et Brickaville.</p>
<p>Mamy Radilofe</p>	<p><u>Gouvernance et système institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Si le peuple veut un changement de Constitution, le candidat s'engage à la changer ; mais autrement, il va respecter l'actuelle Constitution. Comme nous avons décidé d'organiser une élection anticipée, le Président élu va prêter serment de respecter l'actuelle Constitution et de ne pas la changer. Il faut reconnaître les avantages et les inconvénients de l'actuelle Constitution et si elle sera modifiée, des conséquences néfastes peuvent survenir. <p><u>Politique économique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La répartition équitable des richesses et des fonds publics est la base du développement <p><u>Politique sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La base de son projet de société est l'Etat de droit et la bonne gouvernance. Autrement dit, garantir le bon fonctionnement des affaires publiques et permettre à la population de jouir pleinement de ses droits fondamentaux, entre

autres le droit à l'habitat, à l'éducation, à la santé et à un travail décent. Les droits s'attachent aux devoirs. Il prévoit ainsi de mettre en place un système qui permette d'accompagner les chômeurs, en offrant des formations.

- L'éducation sera gratuite et les kits scolaires seront distribués gratuitement. Des cantines scolaires seront mises en place
- Redéfinir le montant des bourses au cas par cas

Politique sécuritaire

- Mieux impliquer la Justice dans l'instauration de la sécurité, au même titre que les FDS.

Le candidat a rappelé que pendant la rencontre entre la CENI et les 36 candidats à la présidentielle, il a été reconnu à l'unanimité que la liste électorale n'était pas parfaite. Par conséquent, le candidat ne demande pas d'annuler l'élection mais d'ouvrir la liste électorale. Il regrette que la HCC et le Chef de l'Etat par intérim ne soient pas venus au rendez-vous, et que la transmission en direct de cette rencontre, dans les médias publics ait été coupée de temps à autres.

II. LES SPOTS DE PROPAGANDE POLITIQUE

A. L'échantillon d'analyse :

Par respect du principe d'égalité des chances entre les candidats et de la loi en vigueur, les médias publics ont instauré des plages horaires pour la diffusion de spots de propagande gratuits au bénéfice de tous les candidats à la présidentielle. A cet effet, chacun des 36 candidats a droit à un temps d'antenne gratuit de 3 minutes sur la chaîne TVM, et 3 minutes 30 secondes sur la station de radio publique RNM.

Le spot de propagande est diffusé quotidiennement :

- de 5h55 à 6h50 et de 17h45 à 18h40 sur la RNM ;
- de 13h45 à 14h45 et de 20h30 à 21h30 sur la TVM

Le **Tableau 6** ci-dessous restitue le numéro des candidats à la présidentielle ainsi que leur nom et le parti politique auquel ils appartiennent.

TABLEAU 6: LA LISTE DES CANDIDATS AU PREMIER TOUR DE LA PRESIDENTIELLE

Numéro du candidat	Nom du candidat	Parti politique du candidat
1	Rasolofonjoa Haingo	Avotra ho an'ny Firenena
2	Rakotofiringa Richard Razafy	Solidarité des Jeunes Intellectuels pour l'Avenir de Madagascar (SJIAM)
3	Randriamanantsoa Tabera	Kintana
4	Rasolofondraosolo Zafimahaleo Dama	Manajary Vahoaka
5	Jules Etienne Rolland	MaFi (Malagasy Fivoarana)
6	Ratsietison Jean-Jacques Jedidia	Fahefa-Mividy no Ilain'ny Malagasy (FMI -MA)
7	Marcellin Andriantseho	Tafa Jiaby
8	Rabary Andrianiana Paul	MIASA
9	Rabeharisoa Saraha	Parti Libéral Démocrate
10	Radavidson Andriamparany Benjamin	Firaisam-pirenena ho amin'ny Fahafahana sy Fandrosoana (FFF)
11	Ny Rado Rafalimanana	Ny Fomba
12	Rajaonarimampianina Rakotoarimanana Hery Martial	Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM)

13	Andry Rajoelina	Tanora malagasy vonona TGV
14	Bezaza Marie Eliana Pascaline Manasy	Parti Social Démocrate de Madagascar (PSD)
15	José Michel Andrianoelison	Aro Riaka
16	Narison Stephan	Antoko Gasy Miara Mandroso (AGMM)
17	Rajaonary Erick	Malagasy Miray sy Mifankatia (MAMIMI)
18	Ramaroson Arlette	Parrainage.
19	Beriziky Jean Omer	Antsika Madagasikara
20	Joseph Martin Randriamampionona	Refondation Totale de Madagascar (RTM)
21	Didier Ignace Ratsiraka	AREMA
22	Mahafaly Olivier Solonandrasana	Orimbaton'i Madagasikara
23	Radilofe Mamy Richard	Roso ho Amin'ny Demokrasia Sosialy
24	Fanirisoa Ernaivo	Zanak'i Madagasikara et PATRAM
25	Ravalomanana Marc	Tiako i Madagasikara (TIM)
26	Imbeh Serge Jovial	Antoky ny Fivoaran'ny Malagasy (AFIMA)
27	Jean Ravelonarivo	ABA (Antokom-bahoaka)
28	Randriamorasata Solo Norbert	Union Démocrates Chrétiens de Mada
29	Zafivao Jean Louis	Gasy Mifankatia
30	Rasolonjatovo Falimampionona	Tsiky
31	Jean Max Rakotomamonjy	Leader Fanilo
32	Rabarihoela Bruno	Fahazavan'i Madagasikara (Fanima)
33	Roland Ratsiraka	Malagasy Tonga Saina (MTS)
34	André Christian Dieu Donné dit Pasteur Mailhol	Gideona Fandresena ny Fahantrana eto Madagasikara (GFFM)
35	Robimanana Orlando	Madagasikara Vina sy Fanantenana
36	Rasolovoahangy Roseline Emma	Ezaka Mampandroso Antsika (EMA)

L'ordre d'apparition des candidats dans les spots de propagande gratuits respecte le résultat du tirage au sort effectué par la Commission Electorale Nationale Indépendante. Il émane de ce tirage au sort que le candidat n° 28 est le premier à passer, suivi du n° 16, du n° 12, du n° 24, du n° 33, du n° 36, du n° 26, du n° 14, du n° 19, du n° 01, du n° 29, du n° 06, du n° 20, du n° 08, du n° 32, du n° 18, du n° 31, du n° 02, du n° 34, du n° 30, du n° 04, du n° 27, du n° 22, du n° 03, du n° 35, du n° 23, du n° 21, du n° 05, du n° 10, du n° 09, du n° 13, du n° 17, du n° 07, du n° 11, du n° 15 et du n° 25.

Notons qu'un candidat a droit à 3 spots de propagande payants et 1 clip de propagande par jour, soit 4 contenus publicitaires par jour.

B. Le résultat de l'analyse

En effectuant le suivi des spots de propagande, l'Unité de Monitoring des Médias a pu constater, surtout au niveau de la RNM, que plusieurs candidats n'ont pas été visibles à travers les spots. Ainsi, le nombre de spots gratuits diffusés est différent pour chaque candidat – comme le montrent les tableaux ci-dessous. 6 candidats sur RNM et 4 candidats sur TVM enregistrent ainsi 0 spot diffusé. Cela peut s'expliquer par le fait que la Cellule de veille de la CENI n'ait pas permis la diffusion de certains spots de propagande de candidats, au vu de son rôle de régulation des médias en temps électoral. Il est possible également que les candidats n'aient pas livré de spot de propagande au média.

Mais à partir du moment où un spot du candidat est diffusé, il s'avère a priori impossible que le média ne puisse pas avoir à sa disposition le spot de propagande dudit candidat. Or, il a été relevé qu'à certaines dates, le média public, principalement la TVM, n'a pas diffusé le spot du candidat. Les dates de ces diffusions manquées sont retranscrites dans la dernière colonne des tableaux ci-dessous.

Les spots de propagande gratuits ont été diffusés uniquement durant les jours ouvrables sur TVM. Seuls les spots de propagande payants ont été diffusés les week-ends sur cette chaîne de télévision. En conséquence, les candidats ayant fait leur apparition dans le cadre des spots payants ont été les seuls à avoir bénéficié d'une visibilité durant les week-ends sur la TVM. De son côté, la radio RNM diffuse les spots gratuits tous les jours de la semaine. Cependant, les créneaux horaires sur RNM ne comportent pas une diffusion de spots gratuits durant la matinée.

Comme constaté dans le tableau ci-dessous, les spots de propagande payants ont contribué à creuser un écart important en termes de temps d'antenne entre les candidats. En effet, 3 principaux candidats ont largement dépassé leur concurrent dans le nombre de spots diffusés, grâce à leurs spots payants sur les deux médias confondus. Il s'agit des candidats Hery Rajaonarimampianina (Président sortant), Andry Rajoelina (ancien Président de la Transition) et Marc Ravalomanana (ancien Président de la III^{ème} République). Le maximum est atteint par le candidat Hery Rajaonarimampianina qui enregistre 62 spots de propagande diffusés sur la TVM durant la campagne électorale, et Andry Rajoelina qui en recense 53 sur RNM.

Par ailleurs, l'analyse des médias a pu montrer que les médias publics n'ont pas nécessairement respecté l'ordre d'apparition préétabli.

1- Sur TVM

A certaines occasions, le média public TVM a dépassé le quota de spots instauré pour chaque candidat. En effet, le spot payant et clip de propagande du candidat n° 12 Hery Rajaonarimampianina, a été diffusé à cinq reprises le 1^{er} novembre 2018 ; tandis que son spot gratuit a été diffusé deux fois durant la journée du 22 octobre 2018, contrairement à celui de ses concurrents. Le spot payant supplémentaire annonce la tenue de son meeting organisé à la veille de la fin de la campagne électorale.

De même, le spot et clip de propagande payant du candidat n° 13, Andry Rajoelina, a également été diffusé à 5 reprises sur la TVM le jeudi 1^{er} novembre 2018. Le spot payant supplémentaire s'apparente à un sketch de propagande.

A l'inverse, les spots de propagande gratuits n'ont pas été diffusés à certains jours, au détriment de certains candidats.

TABLEAU 7: LA DIFFUSION DES SPOTS DE PROPAGANDE SUR TVM

Numéro du candidat	Nombre de spot gratuit	Nombre de spot et clip payants	Total des spots de propagande diffusés	Date de début de diffusion	Aucune diffusion
12	15	47	62	9 octobre 2018	15 et 16 octobre
13	15	34	49	8 octobre 2018	9, 11, 15, 16, 22, 23 octobre
25	17	30	47	10 octobre 2018	15 et 31 octobre 2018
22	18	12	30	10 octobre 2018	15 octobre 2018
8	18	7	25	9 octobre 2018	15 et 16 octobre
14	19	0	19	9 octobre 2018	16 octobre 2018
26	19	0	19	9 octobre 2018	22 octobre 2018
15	18	1	19	8 octobre 2018	9, 15, 16 octobre
3	18	0	18	8 octobre 2018	9, 15, 16 octobre
34	17	1	18	8 octobre 2018	9, 15, 19, 29 octobre 2018
6	18	0	18	9 octobre 2018	15 et 16 octobre
29	18	0	18	10 octobre 2018	22 octobre 2018
10	18	0	18	8 octobre 2018	9, 15, 16 octobre
20	18	0	18	9 octobre 2018	15 et 16 octobre 2018
4	8	9	17	24 octobre 2018	Néant
23	17	0	17	8 octobre 2018	9, 12, 15, 17 octobre 2018
19	16	1	17	10 octobre 2018	16 et 18 octobre 2018
16	16	0	16	11 octobre 2018	15 et 16 octobre
9	15	0	15	8 octobre 2018	9, 10, 15, 16 octobre, et 2 novembre
31	15	0	15	16 octobre 2018	Néant
11	14	0	14	12 octobre 2018	15, 16, 18 octobre
18	14	0	14	17 octobre 2018	Néant
33	13	1	14	18 octobre 2018	Néant
2	14	0	14	12 octobre 2018	23 octobre et le 5 novembre
17	13	0	13	18 octobre 2018	Néant
27	13	0	13	16 octobre 2018	25 octobre 2018 et 5 novembre 2018
36	12	0	12	18 octobre 2018	30 octobre 2018
5	12	0	12	19 octobre 2018	Néant
21	9	1	10	22 octobre 2018	29 octobre et 2 novembre 2018
35	6	0	6	25 octobre 2018	1 et 2 novembre 2018
30	6	0	6	26 octobre 2018	5 novembre 2018
1	6	0	6	25 octobre 2018	2 novembre
7	0	0	0	Néant	Néant
24	0	0	0	Néant	Néant
28	0	0	0	Néant	Néant
32	0	0	0	Néant	Néant

2- Sur RNM

Sur RNM, certains spots de candidats ont été diffusés deux fois dans la même journée. Il en est ainsi de celui :

- de Tabera Randriamanantsoa, de Andry Rajoelina, de Saraha Rabeharisoa, le 9 octobre
- de Mahafaly Solonandrasana Olivier, de Rasolofondraosolo Zafimahaleo, de Jean Ravelonarivo, de Robimanana Orlando et de Tabera Randriamanantsoa le 5 novembre 2018.

En même temps, à la date du 5 novembre, soit le dernier jour de campagne, plusieurs spots n'ont pas été diffusés dont celui :

- de Jules Etienne Roland, de Jean Jacques Ratsietison, de Paul Rabary, de Radavidson Andriamparany, de Hery Rajaonarimampianina, de Bezaza Eliana, de Omer Beriziky, de Randriamampionona Joseph Martin, de Didier Ratsiraka, de Imbeh Serge Jovial, de Zafivao Jean Louis, de Rakotomamonjy Jean Max, de Roland Ratsiraka et de Emma Rasolovoahangy.

TABLEAU 8 : LA DIFFUSION DES SPOTS DE PROPAGANDE SUR RNM

Numéro du candidat	Nombre de spot gratuit	Nombre de spot et clip payants	Total des spots de propagande diffusés	Date de début de diffusion	Aucune diffusion
13	25	28	53	8 octobre 2018	23, 26, 27, 28 octobre 2018
25	24	24	48	9 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre 2018
12	21	25	46	8 octobre 2018	9, 22, 26, 31 octobre et 3, 5 novembre 2018
8	23	11	34	8 octobre 2018	9, 22, 26, 29, 31 octobre et 5 novembre 2018
9	27	0	27	8 octobre 2018	14, 23, 29 octobre 2018
22	26	0	26	8 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre 2018
23	26	0	26	8 octobre 2018	11, 23, 25, 26, 28, 29 octobre 2018
3	26	0	26	8 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29, octobre 2018
15	25	0	25	8 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre 2018
2	24	0	24	11 octobre 2018	22 et 26 octobre 2018
20	23	0	23	8 octobre 2018	9, 22, 26, 29, 31 octobre et 5 novembre 2018
34	23	0	23	10 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre et 4 novembre 2018
10	23	0	23	8 octobre 2018	22, 23, 26, 27, 28, 29 octobre et 5 novembre 2018
19	21	1	22	10 octobre 2018	22, 26, 30, 31 octobre et 1, 5 novembre 2018
14	22	0	22	8 octobre 2018	9, 22, 26, 29, 31 octobre et 3, 5 novembre 2018
6	22	0	22	10 octobre 2018	22, 26, 29 octobre et 5 novembre 2018
31	22	0	22	8 octobre 2018	9, 17, 22, 26, 29, 31 octobre et 5 novembre 2018
16	21	0	21	11 octobre 2018	22, 23, 26, 29, 30, 31 octobre 2018
27	21	0	21	12 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre 2018
26	18	0	18	8 octobre 2018	22, 23, 26, 27, 28, 29, 31 octobre et 1, 2, 5 novembre 2018
29	13	1	14	19 octobre 2018	22, 26, 29, 31 octobre et 5 novembre 2018
36	14	0	14	19 octobre 2018	22, 26, 31 octobre et 5 novembre 2018
11	14	0	14	17 octobre 2018	23, 26, 27, 28, 29 octobre et 4 novembre 2018
33	13	0	13	18 octobre 2018	22, 26, 29, 31 octobre et 3, 5 novembre 2018
4	10	2	12	20 octobre 2018	21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30 octobre 2018
21	9	0	9	20 octobre 2018	23, 26, 28, 29, 30, 31 octobre et 2, 5 novembre 2018

35	5	0	5	2 novembre 2018	Néant
5	3	0	3	1 novembre 2018	4 et 5 novembre 2018
32	0	2	2	Néant	Néant
28	0	1	1	Néant	Néant
1	0	0	0	Néant	Néant
7	0	0	0	Néant	Néant
17	0	0	0	Néant	Néant
18	0	0	0	Néant	Néant
24	0	0	0	Néant	Néant
30	0	0	0	Néant	Néant

www.pevmadagascar.eu



Ce projet est financé par l'union européenne